

Introduction

Voici une compilation de textes, de tracts, de visuels, et affiches que nous avons réunis dans cette brochure afin de pouvoir rendre compte de quelque chose du mouvement social qui a connu son point fort en France entre janvier et juin 2023, et qui est maintenant à l'agonie. Ces textes sont par plusieurs aspects différents les uns des autres, ils émanent de différents endroits du mouvement parfois d'endroits en désaccord les uns avec les autres, parfois en conflit. Nous faisons ce choix car l'objectif est le suivant : en rendant compte de l'ensemble hétérogène du mouvement avec une perspective, celle du dépassement révolutionnaire (puisque c'est dans ce sens que nous y sommes intervenus), nous pourrions être capables d'en comprendre les failles, les obstacles, les intérêts, et en tirer des pistes pour le futur et le présent. Un bilan par l'archive, en quelque sorte, mais nous y reviendrons. Disons aussi que cette brochure est conçue dans l'idée d'être présentée d'abord à Ljubljana, en Slovénie, lors du prochain anarchist bookfair des Balkans qui s'y tiendra cet été 2023, puis ailleurs, là où elle voudra bien être lue, et qu'elle permette de discuter à ces endroits du dit « mouvement contre la réforme des retraites » mais pas seulement, aussi des luttes qui ont et auront cours à l'avenir à différents endroits du globe. Nous pensons que si les révolutionnaires qui interviennent aux quatre coins du monde étaient capables de se transmettre activement des choses de la sorte pendant ou après des mouvements, et d'établir une réflexion, un dialogue, ou une intervention à partir de ça, nous serions partout bien plus forts et intelligents.



Ce mouvement, comme nous le disions, est soit mort, soit à l'agonie. Mais il a été avant ça naissant et vivace. Nous reconnaissons schématiquement trois « moments » dans le mouvement. Le premier a été ponctué par des blocages importants, d'ordres divers, routiers, fluviaux, ferroviaires, et même aériens, sur l'ensemble du territoire. C'est aussi le moment où dans plusieurs villes de France des initiatives ont été lancées pour élargir la question des retraites à celle du travail de manière générale qui se sont incarnées à travers l'existence de diverses assemblées d'organisations et d'assez nombreuses actions tournées contre les dispositifs de contrôle salarial de l'État, contre Pôle Emploi notamment. Les manifestations étaient syndicales, et ne constituaient alors pas le cœur du mouvement, grâce aux nombreuses formes de blocage et de sabotage dont nous avons parlé plus haut. Certaines grèves, dans le secteur des transports, ou des raffineries pétrolières, ont été solidement suivies à l'intérieur des domaines d'activité, mais elles ne se sont malheureusement pas vraiment diffusées aux autres secteurs. À Paris, Rennes, et Nantes une grève a eu plus d'importance que les autres par sa durée et son impact sur la vie quotidienne : celle des éboueurs. D'un côté pratique elle changeait la ville en la rendant dégueulasse, pleine de déchets inflammables, et de l'autre, elle a permis la tenue d'une AG importante où il était possible de s'organiser pour bloquer tous les points de transports des poubelles et pour réagir aux offensives du gouvernement pour casser la grève par la réquisition (mise au travail forcé sous menace juridique et pénale) notamment. Le deuxième moment que nous pourrions différencier du premier a débuté quand l'article 49.3 a été utilisé afin de faire passer en force démocratique la loi sur la réforme des retraites. S'est alors initiée une phase où les manifestations se sont mises à revêtir une nouvelle place dans le mouvement, elles sont devenues sauvages partout en France puisqu'elles sortaient de l'encadrement syndical, et ce dans toutes sortes de villes. Le feu comme arme du mouvement s'est diffusé, et tous les soirs dans plusieurs villes de France les poubelles non ramassées devenaient des barricades empêchant momentanément la circulation routière et les services de la ville (dont l'intervention policière). C'est à ce moment que la police et la justice ont été relativement débordées, et ont été contraintes d'opérer des interpellations massives de plusieurs centaines de personnes par soirs sur l'ensemble du territoire afin d'essayer d'endiguer la situation. Une fenêtre s'est ouverte en ce qui concerne l'autonomie vis-à-vis des forces syndicales à ce moment, aussi car cela signalait le passage de la réforme et la vacuité du militantisme traditionnel réformiste. Cette fenêtre ouverte, par laquelle nous ne nous sommes pas suffisamment engouffrés avant qu'elle ne se referme, devrait nous faire réfléchir à ce qu'il se passe quand nous réussissons à nous défaire du giron syndical, à nos perspectives au sein du mouvement. Les manifestations

sauvages se sont progressivement ritualisées, ralenties, et interrompues jusqu'à aujourd'hui où la situation est revenue à la normale. La troisième, c'est celle dans laquelle nous nous trouvons, c'est celle de la désertion syndicale, de la répression étatique, de la mort du mouvement que nous décrivions plus haut. Le retour aux manifestations syndicales comme seule force d'intervention collective, toujours moins fortes et espacées dans le temps, l'arrêt progressif des grèves massives, jusqu'à la reprise normale du travail, les condamnations judiciaires successives et l'interruption de la plupart des espaces d'organisations signent, en même temps que l'intersyndicale, la mort du mouvement.

Mais en réalité nous voyons deux choses qui sont mortes, et deux choses bien précises : le mouvement syndical, et ses espoirs « réformistes-modérés » de voir la retraite se maintenir à 62 ans, ainsi que les possibilités de dépassement révolutionnaires et émancipatrices qui auraient pu naître et se développer à l'occasion d'un tel mouvement, selon notre hypothèse. Ces deux choses sont mortes mais nous en voyons d'autres qui sont bien vivantes, ce sont les luttes qui n'en finissent pas, qui commencent ou qui résistent à la fin des appels syndicaux, comme la mobilisation lycéenne, les luttes contre les frontières et la gestion étatique de l'immigration, où la défense contre la répression policière et judiciaire des luttes. C'est les émeutes massives qui viennent d'éclater partout en France à la suite du meurtre du jeune Nahel et qui s'attaquent autant aux commerces qu'aux autres agents du maintien de l'ordre (commissariats, mairie, école, prison, etc.) et qui parviennent en quelques nuits à ouvrir des perspectives que des mois de mouvement n'avaient pas réussi à envisager. Ce qui est toujours bien vivant également, c'est l'État et le Capitalisme, qui s'incarne chaque jour au travail, par le contrôle et la gestion sociale, par le développement des technologies liées aux dispositifs de surveillance divers, et par les prochaines lois qui, toujours dans le sillage de la réforme des retraites, visent à faire travailler toujours plus pour gagner moins ceux qui travaillent toujours trop pour gagner pas grand-chose.



Cette brochure comprend une deuxième partie pour traiter en particulier d'un événement dont nous n'avons pas encore parlé dans le descriptif général, parce que nous considérons qu'il revêt assez d'importance pour le traiter d'une manière particulière. Cet événement, c'est Sainte-Soline, un week-end écologiste à l'appel d'une Organisation en vogue, les Soulèvements de la terre, où plus précisément les suites de cet événement, dont la répression a été délirante (plus de 200 blessés dont 2 entre la vie et la mort), comme une vengeance contre l'ensemble du mouvement, et qui a donné lieu à de nombreux textes, de nombreuses réactions, de nombreuses actions, notamment autour d'un collectif qui a pris la parole contre l'État et le Capitalisme en dégageant une opposition autonome aux directions du mouvement, Les Camarades du S., blessé gravement à la tête pendant la manifestation principale du week-end organisé par les Soulèvements. Pour mieux présenter tout ceci, nous avons rédigé une introduction à un dossier consacré à cet événement d'une grande importance au sein du mouvement social.

Pour que la mémoire des interventions protéiformes au sein des mouvements nous serve à agir aujourd'hui et demain, partout dans le monde, pour la révolution.

Juillet 2023



Début du mouvement, manifs syndicales, blocages, assemblées...

FAIRE MOUVEMENT 4

Au boulot ! AU BOULOT ! 5

« C'est quoi c'travail ?!! » 6

Radio Mad Max 7

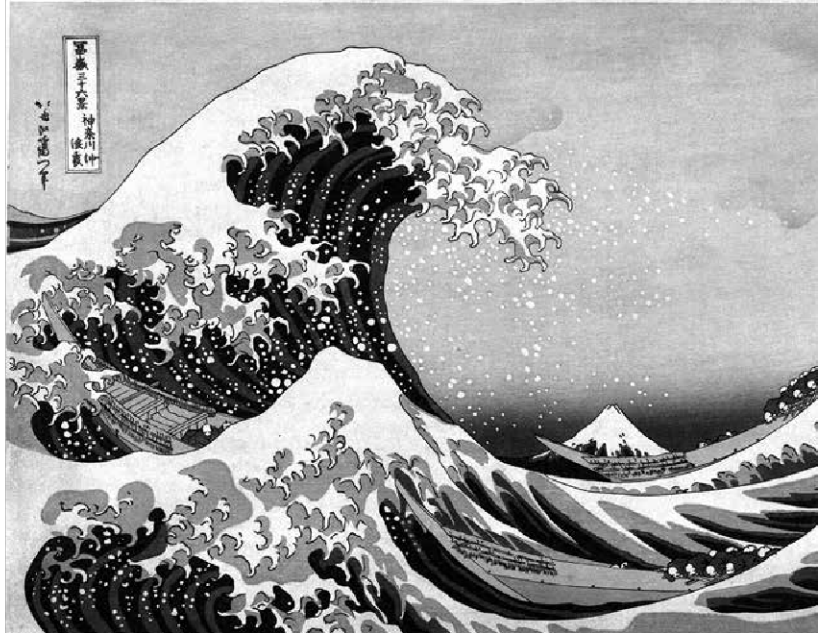
**Des dizaines de milliers
d'euros de dégradations
à l'université Jean-Jaurès
de Toulouse 8**

**Assemblée Générale 9
le 9 mars à 18h30
à l'annexe de la bourse
du travail de Paris**

FAIRE MOUVEMENT

Pour nombre d'entre nous c'est dur de faire grève. Parce que les fins de mois, parce que la répression patronale, parce que la précarité... Et encore faut-il avoir un travail ! Mais on l'a vu avec le mouvement gilet jaune : la manifestation est un espace où nous avons battu en retraite quand le pouvoir a réussi à dégager nos points de blocages et d'organisations.

Pour repartir à l'offensive, pour arracher du temps de lutte, pour construire un mouvement réel, il est nécessaire d'attaquer la production et la distribution des marchandises. De l'extérieur, par les blocages, comme de l'intérieur, par la grève, mais aussi le sabotage. Alors, ralentissons le travail. Appliquons toutes les procédures obligatoires, faisons le minimum et partons dès que possible. Sabotons le travail. Piquons tout ce qu'on peut, ciblons ce qui peut mettre à l'arrêt le boulot. Cessons le travail. Mettons-nous en maladie, accroissons l'absentéisme... Les exemples, il y en a plein. Dans de nombreux tafs, cela fait partie de notre arsenal de résistance quotidienne. La question, c'est de nous y mettre ensemble, de généraliser ces pratiques, qu'elles soient un sujet de conversation entre collègues : construisons un mouvement qui attaque ce travail qu'on veut nous imposer jusqu'à la mort.



MARRE DU TRAVAIL

On ne va pas vous parler d'âge de la retraite ici. Si le travail ne nous tuait pas avant, s'il ne nous laissait pas en miettes, physiquement, psychologiquement, s'il s'agissait d'une activité libre et épanouissante, on ne parlerait même pas de retraite. Le problème c'est le travail et cela nous sommes des millions à le penser. D'ailleurs, ceux qui ne sont pas d'accord, sont bien souvent les mêmes qui veulent nous faire bosser plus.

Ce qui rend la lutte inoffensive, c'est son individualisation. La grève citoyenne, qui ne sert qu'à aller à la manif, qui ne bloque pas la production, ça ne marche pas. Qu'on travaille ou qu'on soit au chômage, à la retraite, à la fac... nous avons besoin de faire masse, pour bloquer, débrayer les autres boîtes, pour faire tache d'huile.

FAIRE MOUVEMENT

Pour nombre d'entre nous c'est dur de faire grève. Parce que les fins de mois, parce que la répression patronale, parce que la précarité... Et encore faut-il avoir un travail ! Mais on l'a vu avec le mouvement gilet jaune : la manifestation est un espace où nous avons battu en retraite quand le pouvoir a réussi à dégager nos points de blocages et d'organisations.

Pour repartir à l'offensive, pour arracher du temps de lutte, pour construire un mouvement réel, il est nécessaire d'attaquer la production et la distribution des marchandises. De l'extérieur, par les blocages, comme de l'intérieur, par la grève, mais aussi le sabotage. Alors, ralentissons le travail. Appliquons toutes les procédures obligatoires, faisons le minimum et partons dès que possible. Sabotons le travail. Piquons tout ce qu'on peut, ciblons ce qui peut mettre à l'arrêt le boulot. Cessons le travail. Mettons-nous en maladie, accroissons l'absentéisme...

Les exemples, il y en a plein. Dans de nombreux tafs, cela fait partie de notre arsenal de résistance quotidienne. La question, c'est de nous y mettre ensemble, de généraliser ces pratiques, qu'elles soient un sujet de conversation entre collègues : construisons un mouvement qui attaque ce travail qu'on veut nous imposer jusqu'à la mort.

MARRE DU TRAVAIL

On ne va pas vous parler d'âge de la retraite ici. Si le travail ne nous tuait pas avant, s'il ne nous laissait pas en miettes, physiquement, psychologiquement, s'il s'agissait d'une activité libre et épanouissante, on ne parlerait même pas de retraite. Le problème c'est le travail et cela nous sommes des millions à le penser. D'ailleurs, ceux qui ne sont pas d'accord, sont bien souvent les mêmes qui veulent nous faire bosser plus.

Ce qui rend la lutte inoffensive, c'est son individualisation. La grève citoyenne, qui ne sert qu'à aller à la manif, qui ne bloque pas la production, ça ne marche pas. Qu'on travaille ou qu'on soit au chômage, à la retraite, à la fac... nous avons besoin de faire masse, pour bloquer, débrayer les autres boîtes, pour faire tache d'huile.

DÉFENDONS NOUS

N'ayez pas peur, nous sommes ensemble ! Voici un slogan qui nous vient du soulèvement actuel en Iran. Ici, aussi, c'est en nous groupant que nous pouvons vaincre la peur. Cela passe par la solidarité dans la lutte. Ne nous laissons pas intimider, nous sommes en mouvement, si le patron menace, il peut trouver un blocage devant sa boîte le lendemain.

RENCONTRONS NOUS

L'assemblée de lutte autonome est un outil pour un mouvement offensif, révolutionnaire. Si vous vous retrouvez dans les perspectives que nous avons énoncées, rejoignez nous !

**ASSEMBLEE ACTION AUTONOME, info & rdv sur Telegram.
Cherchez le canal @TSUNAMITOULOUSE**



DÉFENDONS NOUS

N'ayez pas peur, nous sommes ensemble ! Voici un slogan qui nous vient du soulèvement actuel en Iran. Ici, aussi, c'est en nous groupant que nous pouvons vaincre la peur. Cela passe par la solidarité dans la lutte. Ne nous laissons pas intimider, nous sommes en mouvement, si le patron menace, il peut trouver un blocage devant sa boîte le lendemain.

RENCONTRONS NOUS

L'assemblée de lutte autonome est un outil pour un mouvement offensif, révolutionnaire. Si vous vous retrouvez dans les perspectives que nous avons énoncées, rejoignez-nous !

ASSEMBLEE ACTION AUTONOME, info & rdv sur Telegram. Cherchez le canal @TSUNAMITOULOUSE

La sécurité sociale vous souhaite une excellente santé !

Au boulot ! AU BOULOT !

Enrhumés, burn outés, accidentés, fiévreux, flemmards, patients des hôpitaux, mal de dos, mal de dents, mal de ventre, covid long, grugeurs et tuberculeux, vous songez encore à appeler votre médecin traitant, à vous procurer un arrêt maladie et à emmerder votre patron ?

N'y pensez plus ! À partir du 1er février, finies les dérogations liées aux infections au COVID : c'est le retour des beaux jours de carence ! L'OMS appelle à rester vigilants face à la pandémie, montrons bien à tous les virus qu'ils ne coûteront plus rien à notre belle sécurité sociale, le conquis social de la mise au travail, pour la santé du capital !

Malades, sortez de chez vous !

Libérez les lits des hôpitaux !

**Donnez vos dernières forces,
vos derniers râles,
à la productivité !**

Vous songez que vous allez crever ? N'y pensez plus ! Libérez votre vie de ce souci, la seule santé qui compte n'est pas la vôtre, mais bien celle qui fortifie les comptes en banque de ceux qui vous exploitent ! Pour prendre soin de votre sécurité sociale bien française, demandez :

**365 jours par an de carence,
pour encore plus de cadence !**

**Pour que l'arrêt maladie
soit constitué en délit !**



Partagez ce texte par tous les moyens possibles, en affiches, et tracts, surtout dans les CPAM et partout où le travail est mis en avant !
Ne gâchez pas votre temps de travail à vous soigner,
et encore moins à vous révolter, vous rassembler et vous organiser.

**Il est fortement recommandé de ne pas aller à l'AG Autonome du 02/02/23
à 19h heures au Malaqueen (Mala koff). Restez éloignés de toute critique du travail.**

Prenez soin de moi,

Votre dévouée Sécurité sociale, une ameli qui vous veut du bien.

« C'EST QUOI C'TRAVAIL ?!! »

[Mercredi 15 février 2023 à Nanterre, une dizaine de personnes ont fait irruption en milieu de matinée dans l'agence Pôle emploi de la rue Gambetta en distribuant des tracts. « Dégradation de l'accueil », « affiches déchirées » et « objets mis à terre » par « des gens de la mouvance anarchiste » lâcheront les journaux du Parisien le jour même, tandis que M^{onsieur} le Préfet des Hauts-de-Seine en personne publiera un communiqué pour « condamne[r] fermement la violente intrusion » dans l'agence et blablater sur sa « solidarité et total soutien aux agents de Pôle emploi et de tous nos services publics ». Suite à cette petite visite qui tombait pile le jour et l'heure où Pôle emploi organisait dans ses locaux une séance de recrutement pour le compte de la gendarmerie nationale (jardinage, cuisine, etc.), cinq personnes ont été arrêtées dans la foulée et quatre placées en garde-à-vue. Elles sont sorties le lendemain au bout de 30 heures avec une convocation au tribunal le 5 décembre 2023, pour « dégradations en réunion » et « violences sur personne dépositaire de l'autorité publique », ainsi que « refus de signalétique ». Voici le tract distribué ce jour-là au Pôle Emploi de Nanterre.]

Pour beaucoup, malgré tous les formatages du monde, le Travail signifie exploitation de l'homme par l'homme, concurrence sans merci de tous contre tous, transformation du monde en marchandises et, l'inévitable cortège de souffrances et maltraitements physiques et psychologiques actent le caractère désastreux et misérable d'une telle condition. « Ici on n'est pas là pour déconner. »

L'enfer n'est peut-être pas de ce monde mais une chape de plomb semble être lourdement plaquée sur les consciences et les cœurs, car tenter de réfléchir plus en profondeur et autrement qu'à travers les logiques comptables et gestionnaires de l'État, des médias et des syndicats, sur notre sort, se heurte trop souvent à des murs fatalistes ou moralistes qui maintiennent la pensée étouffée dans les cadres dominants. « ça a toujours été comme ça », « faut bien qu'il y en ait qui décident pour les autres », « vous avez qu'à voter ou vous présenter » quand ce n'est pas la plus simple résignation justifiant l'abandon par défaut : « de toute façon, à la fin les politiques et les patrons font ce qu'ils veulent alors ça ne sert à rien de vous agiter comme ça ».

« Lois du marché, compétitivité, pragmatisme, etc. ». Cette société semble immuable, et ce que nous renvoie en miroir ce constat semble bien n'être que notre impuissance face à ce qui nous dépasse. Si le monstre avance inexorablement, il semble aussi avancer de lui-même, tant les quelques cris et coups portés contre lui semblent vains et « inefficaces ». Et pourtant, il y a là un véritable angle-mort, un angle d'attaque à creuser pour peu qu'on cesse de se considérer comme des victimes et qu'on embrasse plutôt des perspectives de combativité, d'entraide et de lucidité.

S'il est vrai que le maître assujettit, exploite et commande à l'esclave, il n'est pas moins vrai que l'esclave se soumet, trime et obéit au maître. Qui de l'œuf ou de la poule... peu importe.

En dépit du rôle majeur de l'automatisation et de la mécanisation et des fantasmes en vogue liés aux technologies du numérique tels que l'« intelligence artificielle », la main d'œuvre

et les fantassins du capitalisme demeurent principalement composés d'humains en chair et en os. Peut-être un jour obsolète, cette force de travail toujours trop coûteuse et parfois capricieuse et indisciplinée, demeure pour l'instant bel et bien incontournable pour faire tourner la grande boîte.

Alors, si tous les politiciens sont des escrocs et des mafieux en cravate, si tous les patrons sont des proxénètes et des voleurs, et si tous les flics sont des assassins et de serviles chiens de garde des premiers, c'est bien que tout ce sale petit monde peut se le permettre, c'est bien qu'il faut que, en attendant les robots, des légions de braves travailleurs rendent cela possible. Merci patron ? Non, ce serait plutôt les patrons et l'État qui auraient à dire un immense merci... aux milles et unes petites mains qui œuvrent et agissent dans les coulisses, loin des feux des projecteurs, moins médiatisées, plus modestes, mais pas moins besogneuses.

C'est ainsi que quand Pole Emploi co-organise une journée de recrutement pour « découvrir les métiers de la Gendarmerie Nationale », on peut comprendre que :

- pour que les hommes et femmes « sur le terrain », puissent être en bonne condition physique pour



tabasser, arrêter ou dissuader révolté-e-s et autres manifestant-e-s ou bien rafler et expulser des migrant-e-s, ou encore aller réquisitionner des travailleurs grévistes pour les forcer à reprendre le travail, il leur faut des **Cuisiniers** pour leur préparer la nourriture ainsi que des **Employés Polyvalents** pour la leur servir et faire la vaisselle et le ménage dans leurs cantines.

- pour que les robocops puissent sécuriser la destruction d'une forêt, la construction d'une poubelle nucléaire, ou le bon déroulé de la tâche infâme des juges, ou encore mener à bien une expulsion d'habitant-e-s devenus trop pauvres ou indésirables et pour pouvoir bien préparer toutes leurs sales opérations, il est impératif que leur bâtiments, leurs centres d'entraînements, leurs bureaux de commandement, leurs cantines, etc. soient entretenus par des **Peintres, Maçons, Plombiers et Menuisiers**.

- pour que cette institution de la violence d'État puisse remplir son rôle de défenseur des puissants et de l'ordre en général, et ainsi permettre que les riches s'enrichissent à la nausée pendant que d'autres crèvent de faim, pour que gendarmerie, police et l'armée en générale permettent que l'État ait toujours plus la possibilité de faire ce qu'il veut de nos vies, et que la planète et le vivant continuent d'être saccagés, pillés et dévastés, il faut aussi à la maréchaussée, apprend-on donc, des **Magasinier, Secrétaire et Jardinier-Paysagiste**. L'assassin en uniforme n'est en effet pas polyvalent au point de produire de la violence à la demande et gérer

les stocks de grenades, éditer sa fiche de paie et tailler les géraniums...

Il paraît que certains métiers « n'ont pas de sens », entraînant un certain désamour, une certaine critique, souvent juste, pouvant entraîner un détournement vers d'autres voies et parcours. Dans une société désastreuse et mortifère telle que la nôtre, être dans les rangs et faire ce que l'on attend de nous, a plutôt selon nous un sens très clair qui est de reproduire et rendre possible l'existant, tel que l'illustre l'exemple de la maréchaussée pour peu qu'on mette en lumière des liens et des engrenages un peu dans l'oubli dû à leur banalité.

Si on est tous plus ou moins partie prenante de ce monde, pour autant on ne peut pas honnêtement se dire que tout se vaut et que seule comptent la thune ou les intentions, ou encore croire naïvement qu'on pourrait faire « évoluer les choses de l'intérieur -en mieux ». La désertion c'est comme la retraite, anticipée ça a meilleur goût ! Préparer un repas, manier la truelle ou la scie, prendre des notes ou s'occuper de plantes, c'est chouette mais pas à n'importe quel prix et surtout pas pour n'importe qui !

Alors, **ne soyons jamais ni celui ou celle qui tient la matraque, ni celui ou celle qui contribue à cela !**

Recruteur, va au diable ! Police, gendarmerie ou autre organe de l'État, ce sera SANS MOI !

PLUTÔT AU RSA ET/OU SE DÉBROUILLER, QUE TRIMER POUR L'ÉTAT ET SES ARMÉES



Radio Mad Max

Parmi les différentes initiatives qui sont apparues au début du mouvement social, une radio est née à Paris : tous les dimanches, Radio Mad Max diffuse en ligne sur Twitch son émission « 35 heures de trop », l'occasion de faire un bilan de la semaine et de discuter de différents thèmes et problèmes que ce mouvement social (et d'autres du passé) ont soulevé et soulèvent encore : les luttes au travail, la démocratie, la perspective révolutionnaire, l'utopie, la lutte contre la direction des mouvements, etc. ainsi que d'excaver des textes et tracts anciens qui peuvent servir les luttes d'aujourd'hui.

Des dizaines de milliers d'euros de dégradations à l'université Jean-Jaurès de Toulouse

« Entre 80.000 et 100.000 euros » devraient être nécessaire pour réparer l'amphithéâtre du campus du Mirail, suite aux dégradations du dernier blocage de l'université toulousaine, intervenu le 16 et 17 février 2023.

« Portes cassées », « odeur d'urine » ou encore des tags sur des murs... « Entre 80.000 et 100.000 euros » devraient être nécessaire pour réparer l'amphithéâtre de l'université Jean Jaurès à Toulouse, suite aux dégradations perpétuées lors du dernier blocage du campus du Mirail le 16 et 17 février 2023.



« On a l'impression qu'une grosse soirée y s'est déroulée, et pour nous c'est un peu triste, constate Raphaël Montazaud, secrétaire de l'Union des Étudiant·e·s Communistes (UEC) à Toulouse. Ça donne une sale image de la mobilisation étudiante. »

À l'intérieur du bâtiment « en sale état », des cadavres de bouteilles sont posés un peu partout, des tags recouvrent des tables ou des murs, « une forte odeur d'urine » imprègne le lieux, des « portes sont cassées et des trappes d'aérations démontées ». Des actes commis lors du dernier blocage en 48 heures, voté par une centaine d'individus.

Le bâtiment indisponible jusqu'en septembre 2023

Le montant des réparations s'élèverait « entre 80 et 100.000 euros » d'après les premières constatations des techniciens, selon l'élú étudiant. Tous les cours prévus dans cet endroit y sont annulés, déplacés ou reportés. Le lieu ne pourrait être disponible « vraisemblablement »



qu'à partir de septembre 2023. Des dégradations « relativement peu utiles pour lutter contre la réforme des retraites », juge l'élú étudiant communiste, dont le mouvement avait « condamné » ces actes dans un communiqué publié le 17 février.

« Beaucoup d'étudiants veulent se mobiliser au Mirail (contre la réforme des retraites), et aujourd'hui ils sont peut-être un peu plus réticents à le faire au vu des événements. »

Il s'agit d'un nouvel acte de vandalisme, après celui de 2018, où la restauration après plusieurs semaines d'occupation contre la sélection à l'université, avait été chiffrée à 400.000 euros. Les rénovations avait finalement coûté 800.000 euros.

Des « démarches sont en cours pour établir la responsabilité des (dernières) dégradations », a écrit l'université dans un mail envoyé aux étudiants et au personnel.

Une nouvelle assemblée générale est prévue le jeudi 23 février 2023 sur le campus du Mirail.

France 3 Occitanie, 21/02/2023



Retraites, chômage, RSA contre activité...

Assemblée Générale

le 9 mars à 18h30 à l'annexe de la bourse du travail de Paris

Jeudi 9 mars / 18h30 / Bourse du travail / annexe Varlin /
salle Henaff (rdc) 29 Boulevard du Temple (Paris 03) / métro République

Pour réfléchir ensemble à nos modes d'intervention dans le mouvement contre la réforme des retraites, contrer les réformes en cours et gagner de nouveaux droits dans ce moment de mobilisation massive. Pour créer des espaces d'auto-organisation, trouver les moyens d'agir collectivement, contre l'atomisation, et contribuer à bloquer la machine capitaliste de mise au travail généralisée... Retrouvons-nous en AG le 9 mars à 18h30 ! Le capitalisme nous contraint au travail toujours plus longtemps, toujours plus souvent, dans des conditions toujours plus dégradées... Prenons le temps de vivre et de lutter

« Hors du dernier carré macroniste et des représentants responsables » de la gauche et de la droite du capital, le mot d'ordre de l'intersyndicale « Mettre le pays à l'arrêt à partir du 7 mars » met tout le monde d'accord. Comme en 2019, la mobilisation contre la réforme des retraites renferme une contestation plus générale des effets sur nos vies du travail, contraint, souvent discontinu, et mal payé.

Après 55 ans, près de la moitié des gens sont au chômage. Dans ces conditions, décaler de deux ans l'âge de départ à la retraite, ce sera prendre des bouts de boulot, ou sinon, s'arrêter avec une décote. Pour beaucoup ce ne sera pas tant travailler deux années de plus qu'attendre deux ans de plus coincés entre Pôle emploi, la CAF, et leurs logiques de contrôle et de sanction financière. Avant cela, pour une majorité de prolétaires, la précarité et l'irrégularité de l'emploi sont déjà la norme depuis longtemps. Le plein emploi précaire se nourrit de mises au pas, de radiations par Pôle emploi, et bien souvent de boulots de moins d'un mois, mal payés et n'ouvrant aucun droit. Si la réforme des retraites passait, il y aurait, selon les projections gouvernementales, 300 000 allocataires de plus (pension d'invalidité, ARE, ASS ou RSA), sans parler de celles et ceux qui n'auraient aucun droit deux ans de plus - du fait de la conjugalisation des ressources, entre autres.

Les salaires stagnent, les allocations de Pôle emploi sont sabordées par les réformes successives, et bientôt le RSA va être conditionné à une activité imposée à mi-temps.

De 2019 à 2022, les réformes de l'assurance chômage ont déjà baissé drastiquement les allocations et la durée d'indemnisation des chômeurs, tout en augmentant de 4 à 6 mois à temps plein le temps de cotisation nécessaire pour (r)ouvrir des droits. En parallèle, le contrôle a été renforcé, visant à rendre la vie au chômage intenable et à obliger ainsi les chômeurs à accepter n'importe quel travail, dans n'importe quelles conditions. Le versement du RSA tend, quant à lui, à être conditionné à une activité imposée de 15 à 20h par semaine, sans droits et sans contrepartie : c'est la subordination, mais sans le salaire ! Autour de Paris, l'Eure et les Yvelines sont concernés. D'ici quelques jours, un quart des allocataires de l'Eure devront se mettre à disposition pendant 6 mois, pour de pseudo-formations, ou auprès de collectivités ou d'entreprises du département s'ils veulent continuer de recevoir une allocation. La Seine-Saint-Denis ne participe pas formellement à « l'expérimentation », pour s'en être désistée, mais elle se saisit de l'occasion pour essayer d'accroître la pression sur les allocataires, quand même.



Qui a encore une « carrière complète » et sans interruption ? Qui veut ou peut encore, tout le long, travailler 40 heures par semaine, 47 semaines par an, pendant une quarantaine d'années ? De quel travail parle-t-on, et à quels droits ouvre-t-il ?

La contrainte sur la (re)mise au travail se généralise.

C'est ce que montrent bien les usages politico-administratifs des « secteurs en tension » dans plusieurs domaines d'intervention publique - même si ceux-ci sont définis par les patrons, en fonction de difficultés de recrutements qu'ils croient pouvoir anticiper à six mois. À Pôle emploi, si le dernier contrat relève des secteurs en tension (bâtiment, restauration par exemple), nous sommes plus souvent contrôlés, plus souvent contraints de se rendre à de pseudo-recrutements collectifs, et plus souvent radiés. S'agissant de la régularisation des sans-papiers par le travail, le projet de loi Darmanin, s'il était adopté, la verrouillerait doublement, à savoir à une seule année - soit le temps des Jeux Olympiques - et aux métiers des secteurs en tension. Au service des patrons, au bon vouloir de la préfecture.

Les prix explosent, les expulsions vont être accélérées.

Les difficultés pour se loger sont déjà massives, la part des loyers sur les revenus, et plus largement les charges contraintes, sont en accroissement constant. Dans ce contexte le gouvernement a fait passer la loi

Kasbarian : les procédures d'expulsions seront accélérées et élargies, accompagnant la répression accrue sur l'occupation de logements vacants. Les prix explosent, et vont continuer d'augmenter pendant plusieurs mois encore.

Face à cette situation, des collectifs s'organisent et passent à l'offensive dans plusieurs départements.

Quelle que soit notre situation actuelle, salariés plus ou moins précaires, avec ou sans papiers, ou bien au chômage, et quelles que soient les raisons pour lesquelles nous sommes au chômage, nous revendiquons d'avoir plus, sans condition, et pour toutes et tous !

Pour réfléchir ensemble à nos modes d'intervention dans le mouvement contre la réforme des retraites, contrer les réformes en cours et gagner de nouveaux droits dans ce moment de mobilisation massive. Pour créer des espaces d'auto-organisation, trouver les moyens d'agir collectivement, contre l'atomisation, et contribuer à bloquer la machine capitaliste de mise au travail généralisée...

**Retrouvons-nous en AG le 9 mars à 18h30 !
agdu9mars@protonmail.com**



49.3, manifestations sauvages, blocus, villes mortes...

Récit de la manif' sauvage du 9 avril à Montreuil	12
À Rennes, opération « ville morte » contre la réforme des retraites	13
SIVOM - « Non à la destruction de notre outil de travail ! »	15
APPEL À AG : N'EN RESTONS PAS LÀ !	16
Vengeance pour S et toutes les autres	16
COMMUNIQUÉ NATIONAL DES LYCÉES POUR UN MARDI 16 MAI EXPLOSIF	17
MÉTROPOLE DE LYON: LES LIGNES T3, T7 ET LE RHÔNE EXPRESS À L'ARRÊT APRÈS UN INCENDIE VOLONTAIRE	17
ET SI	18

Récit de la manif' sauvage du 9 avril à Montreuil

Récit de la manif' « Flics hors de nos vies » de Croix Chavaux jusqu'à un bâtiment du ministère de l'intérieur dans le 20^e arrondissement

Dimanche 9 avril, à Montreuil sur la place Croix de Chavaux, des personnes se sont rassemblées à cet appel autour d'une sono et de deux banderoles marquées « Bassines, retraite, quartiers / Flics hors de nos vies » et « Pour Serge / Pour les blessés les enfermés / Pour la révolution ». De la musique, quelques prises de parole, des lectures de communiqués de la famille et des camarades du S, et quelques slogans, se succèdent. Des tracts sont distribués (ici et là).

Un peu plus tard, deux torches sont allumées et un cortège d'au moins 300 personnes s'élance en manifestation sauvage sur la rue de Paris en direction de la porte de Montreuil. Sur le trajet ça chante des slogans (« Dans les quartiers, dans les manif's, la police mutile, la police assassine » ; « Dissolution de la BRAV, oui oui oui, mais à l'acide » ; « A bas l'État, les flics et les fachos » ; « Flics, violeurs, assassins » ; « Paris on arrive » ; etc), ça colle des affiches, ça tague les vitrines et les murs. Des barrières de chantier et des poubelles, dont quelques unes ensuite incendiées, sont mises en travers de la route. Deux banques sont cassées. Les flics sont peu nombreux mais quand même présents : deux à chevaux s'occupent vaguement de la circulation devant le cortège et se prennent divers « Dégagez » et autres « Libérez les chevaux ». Ils sont ensuite rejoints par deux casqués à pied. Cinq baqueux sont sur un trottoir carrément dans le cortège, ils filment et/ou prennent des photos. Dommage de ne pas avoir réussi à s'organiser pour les mettre à distance.

Quand on arrive en vue du rond-point de la porte de Montreuil, il y a deux voitures dont l'équipage est descendu et se casque, lanceurs cougars et LBD au poing. Mais ils ne savent pas à quoi s'attendre, ni quel sera notre objectif. Anticipant un potentiel blocage du périph', ils se placent finalement devant une de ses entrées, nous laissant sans l'avoir voulu la voie libre, et

nous entrons dans Paris après avoir accroché une des banderoles au dessus du périph' et mis quelques barrières en travers d'une sortie. La manif' poursuit alors son chemin sur la rue d'Avron.

Au niveau de Maraîchers, alors que les flics continuent d'avancer rue d'Avron, on tourne à gauche rue des Pyrénées, les laissant une nouvelle fois pantois, et obligés de partir au galop pour se remettre à leur poste une centaine de mètres plus tard. Une agence immobilière est étoilée et l'objectif est enfin en vue : le bâtiment Garance du ministère de l'intérieur (26 000 m² occupés par : la DCCRS, la DCPAF, la DGEF, la DGSCGC, la DSCR, l'IGPN et la MGP, mutuelle des flics). Il se prend des oeufs de peinture, trois tags fleurissent sur la façade et une des vitres blindées est fissurée. Pendant ce temps deux fourgons de la nationale se positionnent en anti-émeute au croisement suivant pour bloquer. L'avant du cortège accélère mais ça hésite derrière, aussi parce que, malheureusement, l'objectif et la proposition de se disperser dans la foulée sur le Cours de Vincennes n'ont pas été communiqués à l'avance dans la manif'. La dispersion est donc un peu chaotique, par chance les renforts un peu plus sérieux du type CRS n'arrivent que cinq minutes plus tard. Ils se disposent dans le quartier pour éviter que le cortège se reforme, d'autres patrouillent et on voit quelques personnes contrôlées par la CSI93 au niveau de Maraîchers. La BAC rôdait aussi dans Montreuil dans la soirée : place du marché, place de la République, devant le squat la Baudrière... À notre connaissance personne n'a été arrêté-e, si vous avez des infos contradictoires n'hésitez pas à les publier !

Continuons à faire vivre l'histoire de Serge et des autres au sein du mouvement social, et aussi à exprimer notre seum dans des moments autonomes. Cette expérience nous rappelle qu'on peut prendre l'initiative !



À Rennes, opération « ville morte » contre la réforme des retraites

À Rennes, la manifestation de ce 6 avril - la 11e au niveau national à l'appel des syndicats - avait beau commencer à 11 heures, certains étaient mobilisés à l'aube pour mener une opération « ville morte ». Dès 7 heures, le collectif de la Maison du Peuple bloque un rond-point au sud de la capitale bretonne. Un emplacement **stratégique**, très fréquenté des automobilistes, qui permet de rejoindre la rocade qui entoure la ville.

En contrebas, d'autres militants ont installé un barrage filtrant directement sur la quatre-voies, à l'aide de barrières et de caddies enflammés. Voitures et camions s'agglutinent sur la rocade, formant un bouchon dans lequel plusieurs automobilistes affirment avoir été bloqués pendant plus de deux heures.

Furieux, certains franchissent le barrage à toute allure en faisant vrombir leur moteur et crisser leurs pneus. Preuve des vives **tensions**, un chauffeur manque même de **renverser** des militants avec son camion. Mais d'autres, nombreux, affichent leur solidarité. « Les gens détestent tellement Macron que même après avoir attendu des heures dans leur voiture, ils nous disent qu'ils comprennent ce qu'on fait », plaisante Camille au passage d'un automobiliste qui franchit le barrage aux cris de « Macron démission ».

Au-delà des syndicats

Sur le rond-point, aucun drapeau syndical. Le blocage est porté par la Maison du Peuple, un collectif né au début des mobilisations contre la réforme des retraites. « L'idée c'était d'occuper un lieu pour former un QG des luttes à Rennes. Nous avons essayé d'investir la salle de la cité, puis le cinéma l'Arvor, mais nous avons rapidement été délogés. Donc le collectif poursuit ses assemblées hors les murs », explique Camille. Depuis, le groupe a organisé six opérations « ville morte » en coordination avec les assemblées générales étudiantes des universités de Rennes 1 et Rennes 2.



Laurent, enseignant chercheur, observe depuis un pont le barrage filtrant installé par ses camarades en contrebas. « L'objectif, c'est de rendre la contestation plus visible en organisant un blocage économique. Les manifestations, c'est bien mais c'est davantage symbolique. Maintenant, il faut passer à l'action », défend-il.



Ben, ouvrier dans une usine, partage le même constat mêlé d'inquiétudes : « J'ai l'impression que le mouvement perd de l'ampleur, que la mobilisation syndicale ralentit. Il ne faudrait pas faire seulement une manifestation par semaine, mais bloquer le pays plusieurs jours d'affilée. À force d'étaler les rendez-vous, on risque de perdre des plumes. »

Blocage historique à la fac de droit

À 6 heures du matin, Juliette ne bloquait pas les ronds-points. Mais, avec un petit groupe, elle initiait le premier blocage de la faculté de droit de Rennes. « Des enseignants sont passés nous voir pour nous soutenir en nous disant qu'en 40 ans, ils n'avaient jamais vu ça », se réjouit l'étudiante en première année de licence de droit. Historiquement classée à droite, la faculté de droit de Rennes prend le même chemin que le campus parisien de Panthéon-Assas, bloqué le 23 mars pour la première fois depuis le début du mouvement.

Principale revendication des étudiants mobilisés : dispenser les étudiants de présence en cours au moment des manifestations, pour leur permettre de s'y rendre sans être **pénalisés** par des absences injustifiées. « C'est difficile de mobiliser autour de cette question. Dans mon groupe de cours, les étudiants sont assez peu politisés. Il y a un grand désintérêt pour l'actualité et la mobilisation en cours ne les atteint pas », déplore Juliette.

Sur le chemin vers la place de Bretagne, où débute la manifestation à 11 heures, le cortège des étudiants de la faculté de droit croise celui d'un autre établissement peu habitué des mobilisations : l'INSA Rennes, une école d'ingénieurs.

« Les gens ont sérieusement commencé à se mobiliser après le 49.3, le déni de démocratie inacceptable a réveillé tout le monde », raconte Titouan, étudiant de 2e année. « Notre mobilisation en tant qu'étudiants ingénieurs, dans un milieu peu politisé, créé aussi un cercle vertueux. J'ai plein d'amis de l'école qui ont fait récemment leur première AG et leur première manif », s'enthousiasme Nelly, également étudiante en 2e année.

À la faculté de Rennes 2, plus habituée à participer aux mouvements sociaux, les cours sont supprimés les jours de manifestation pour permettre aux étudiants et

aux personnels de s'y rendre. « Le reste du temps, il y a des cours et des événements organisés par l'AG. Si on bloquait la fac tout le temps, les étudiants ne viendraient pas et on ne pourrait pas organiser nos ateliers et tenir nos assemblées. Ça rendrait impossible la création d'espaces de politisation dont on a besoin », explique Hugo, étudiant en mathématiques et sciences sociales et membre de l'Union Pirate, syndicat majoritaire de l'université.

À Rennes, la réforme des retraites rassemble contre elle des collectifs de plus en plus **variés**, pas toujours habitués des manifestations. Ceux qui, parmi les élus et éditocrates, parient sur un essoufflement des mobilisations, risquent d'être déçus.

POLITIS, le 6 avril 2023



SIVOM – « Non à la destruction de notre outil de travail ! »

[Dans la nuit du 16 au 17 avril, 18 camions de ramassage de déchets et 4 véhicules ont été dégradés sur le site du syndicat des déchets à Varennes-Jarcy (Essonne). Les pneus des camions ont été crevés et les pare-brise recouverts de peinture. Les fusibles des camions ont été arrachés et des extincteurs ont été vidés dans les habitacles ; les inscriptions « Le peuple vaincra » et « Guy Geoffroy¹ NTM » sont également peintes sur le mur du bâtiment. Le poteau du portail d'entrée sur lequel se trouvait le digicode a également été détruit. Un mystérieux incident alors qu'une partie des éboueurs sont en grève depuis plus de deux semaines. FO, probablement terrifiée que la lutte commence à les dépasser publie un communiqué le soir même pour se désolidariser de cette action]

Alors que des salariés sont en grève depuis plus de deux semaines, à l'appel des organisations syndicales, pour la défense des salaires et de l'outil de travail, cette nuit, des personnes se sont attaquées aux camions du SIVOM.

Des pneus crevés, des pare-brises peints, des tags avec des insultes... la question reste entière. Qui a intérêt de casser la communauté de travail ?



Des personnes qui voudraient discréditer les grévistes comme cela a été fait tout au long du mouvement ?

Des personnes qui voudraient détourner le mouvement qui appartient aux grévistes, pour d'autres raisons ?

Les camions qui ont été vandalisés ne sont pas ceux à changer. Ce qui démontre la stupidité de ces actes qui vont à l'encontre des revendications des grévistes.

Le Syndicat FO du SIVOM, avec l'appui de l'Union Départementale FO de l'Essonne, condamne les accusations visant les grévistes par une responsable. Elles devront être assumées et elles doivent cesser immédiatement, cela relève de la responsabilité de la direction.

Déjà, les membres du SSCT et du CHSCT vont demander qu'une enquête soit menée par les instances du personnel conjointement avec les présidents des instances. La lumière doit être faite sur les circonstances de ces actes et si les camions n'ont pas été plus détériorés, pour écarter tout danger.

Le syndicat FO du SIVOM, avec le soutien total de l'Union Départementale FO de l'ESSONNE, condamne tous les actes de violence, ainsi que les dégradations qui vont à l'encontre de la communauté de travail du SIVOM. Les revendications demeurent, dont le renouvellement des camions en mauvais état.

Tout acte qui va à l'encontre de la sécurité psychique ou physique des salariés est inacceptable, dont les messages de stigmatisation des grévistes.

CONTACTS FO : UD FO 91 - Christophe LE COMTE - Secrétaire Général - 06-68-66-25-24 FO SIVOM VARENNES JARCY - Amine BECHAREF - Secrétaire du Syndicat - 07-86-26-46-75

Evry-Courcouronnes, le 17 avril 2023



1 Le PDG de SIVOM

APPEL À AG : N'EN RESTONS PAS LÀ !

Dépassons le folklore du 1er mai !

L'intersyndicale et les partis, dans leurs velléités pacificatrices et négociatrices, voudraient annoncer le 1er mai comme le point culminant du mouvement. Nous avons tout intérêt à faire de cette journée une date explosive où, par le feu de la révolte, s'exprimera le débordement des manifs bien rangées et négociées par les forces syndicales. Mais n'en restons pas là. Le 1er mai ne peut être une fin en soit, ne nous contentons pas de quelques vitrines cassées et quelques feux de poubelles : l'heure est au bordel, à l'émeute, aux saccages, aux occupations, aux incendies, partout, tout le temps. Ce mouvement ne peut plus se scléroser sur la question de la réforme des retraites. Face à la volonté de l'État d'accélérer les diverses réformes libérales qui nous attendent (RSA, chômage, loi sur l'immigration, loi anti-squat) et la répression du mouvement en cours, soyons encore et toujours plus offensifs.

Nous sommes nombreux à voir dans cette période l'opportunité de s'organiser pour intensifier la conflictualité et la révolte. Nous voulons aussi par là répondre à l'appel des camarades du S., blessé gravement à Sainte-Soline, à faire de la semaine qui vient une période intensive d'actions contre l'État et le capital.

Alors organisons-nous concrètement de manière autonome le plus vite possible : rejoignons les AG qui existent déjà, créons-en de nouvelles, multiplions les actions, les blocages, les sauvages, pour que ce mouvement déborde et se poursuive jusqu'à la fin de leur monde.

Rendez-vous Mardi 2 mai 19h au Belvédère de Belleville pour une AG d'organisation, accompagnés de vos propositions.

De ceux qui veulent tout.

Vengeance pour S et toutes les autres

Dans la nuit du 2 au 3 mai nous avons vandalisé le commissariat municipal du 8eme arrondissement de Lyon dans la rue Maryse Bastié. On a voulu participer à l'appel des camarades du S à zbeuler la semaine du 1er mai. Avec cette action on montre notre soutien à S et a toutes celles et ceux qui se battent contre la police et l'État.

Dans les quartiers, les mouvements sociaux, à Mayotte et à Sainte Soline la police nous mutile, nous attaque, nous blesse et nous tue. S comme tant d'autres a subi cette répression.

L'état et le capital nous envoient leur police et leur armée pour défendre leurs intérêts et leurs privilèges. Ils sont prêts à tuer pour maintenir leur domination.

À Sainte Soline, l'État nous a fait la guerre avec une violence militaire inouïe pour défendre un trou utile à quelques grands propriétaires de l'agrobusiness. Alors qu'en face S et les autres étaient venus lutter pour un monde meilleur pour toutes.

Contrairement à ce que dit la préfète du Rhône. La violence qu'a subi S ou les personnes qui ont perdu un œil ou une main à Nantes ce lundi montre que ce sont bien eux les assassins potentiels.

Ce 1er mai nous étions fortes et solidaires, continuons à l'être pour S et les autres.

Cette action en soutien a S, Ivan, Boris, Alfredo et toutes les personnes blessées et emprisonnées.

Des individu-e-s à risques.

COMMUNIQUÉ NATIONAL DES LYCÉES POUR UN MARDI 16 MAI EXPLOSIF

Appel général pour des manifestations lycéennes dans toute la France.
Organisées à la base et loin de la stratégie de défaite de l'intersyndicalisme.
Le mouvement lycéen est par essence subversif et fait peur au gouvernement de Macron.

1940: une manifestation lycéenne figure parmi les premiers actes de résistance
1968: la première nuit des barricades est en majorité lancée par des lycéens
1986: les lycéens font démissionner deux ministres et une réforme abandonner
2006: mouvement massif anti-CPE qui fait annuler la réforme
2016: l'apparition du cortège de tête en France est principalement constitué de lycéens
2019: en pleine crise sociale les lycéens font tomber les E3C

Ces événements nous prouvent que notre force insurrectionnelle lorsqu'elle est organisée et coordonnée est capable.

Bloquons, zbeulons nos lycées, les académies, et convergeons tous à une manifestation lycéenne festive et déterminée. Il est l'heure pour nous de s'insurger, de ne plus regarder les causes du désastre en cours mais d'en être les conséquences victorieuses!

MÉTROPOLE DE LYON: LES LIGNES T3, T7 ET LE RHÔNE EXPRESS À L'ARRÊT APRÈS UN INCENDIE VOLONTAIRE

« *Il ne devait pas y avoir d'impact de la grève nationale aujourd'hui* », nous confie Keolis à l'aube d'une 14e journée de mobilisation contre la réforme des retraites. Mais patatras... Ce mardi matin, trois lignes de tramway sont en panne partielle sur le réseau TCL après un acte de malveillance, rapporte le compte Twitter des transports en commun lyonnais. **En raison d'un « incendie volontaire », « les lignes T3, T7 et le Rhône Express ne circulent plus ».**

Selon Keolis, le gestionnaire du réseau, **l'incendie a eu lieu près de la station de tramway Décines Grand Large**, où les pompiers se sont rendus sur place aux alentours de 2h40. **Les dégâts sont importants, « le feu a endommagé une sous-station électrique, des boîtiers souterrains, des câbles, la fibre pour faire circuler les tramways »** [qui étaient situés sous des regards le long des voies]. Une vingtaine de techniciens sont sur les lieux de l'incendie afin de changer les nombreux câbles qui ont été endommagés. Un autre prestataire spécialisé a été chargé de remplacer la fibre optique.

« *Les dégâts sont assez importants sur l'alimentation en énergie de la ligne et sur tous les systèmes de commandes* », a expliqué le directeur général adjoint de Keolis Lyon, Jérôme Berthonneau. Sur le site de la société de transports, il est indiqué que la reprise du trafic sur ces lignes, ne se fera pas avant 20 heures.

Le Progrès/BFM 6 juin 2023



ET SI

Et si De nuits en nuits mais aussi de jours en jours on accentuait le rapport de force découvert depuis jeudi avec son air de liberté à l'odeur de poubelles et de grillé.

Et si Au lieu d'en rester à une contestation que les différents partis de gauche pourraient ramener à de vulgaires perspectives de réformes de la république, de la France et de la démocratie gnagnagna on se mettait bien plutôt à torpiller activement, et au plus vite, tout ce qui nous oblige concrètement chaque matin à nous lever pour aller travailler.

Et si On attaquait avec vivacité et spontanéité comme ces dernières nuits, les rails, les métros, les lieux de travail, les entreprises actuellement connues pour casser les grèves...

Que des incendies et dégradations nocturnes débordent nos matins pour pouvoir faire la grasse mat' ensuite. Pour pouvoir vivre, lutter, inventer.

On s'en fout du 49.3 tout ce qu'on veut c'est l'inconnu dans la révolution.

AUCUN RETOUR À LA NORMALE



Répression, fin du mouvement et suite...

**UN MANIFESTANT
RETOURNE EN PRISON 20**

**POUR UNE DÉFENSE COLLECTIVE
DU 1ER MAI PARISIEN 21**

**Vague d'arrestations
à Rennes 22**

**Au CRA de Vincennes,
la police tue,
la police assassine 24**

ÉMEUTONS-NOUS ! 25

Suites de la répression du 1er mai : après 5 jours de prolongation de GAV en taule, quatre inculpés sont libérés sous CJ

UN MANIFESTANT RETOURNE EN PRISON

Ce mardi 9 mai comparaissaient 5 personnes qui étaient en détention provisoire suite à la procédure de comparution préalable du jeudi 4 mai. Ils font partie des gens arrêtés lors des manifs du 1er mai à Paris. Aujourd'hui, le procureur a demandé des contrôles judiciaires en attente du procès. 4 personnes sont sorties sous CJ. Tous ont obligation de pointer deux fois par semaine au comico et sont interdits de manifester, une personne est interdite de Paris et une autre est interdite de port d'arme. Tout ceci est valable jusqu'aux procès qui se tiendront le 6 et le 13 juin. (On rappelle que pour les comparutions immédiates qui ont eu lieu le 3 mai, les procès auront lieu les 8 et 12 juin).

Pour la 5ème personne, le juge a même été au-delà de la réquisition de la proc' et l'a renvoyé en détention jusqu'à son procès. Cette décision est scandaleuse. Les raisons de la détention restent floues : une différence notable est qu'il avait un casier judiciaire. Mais il est évident que **ces différences de traitements sont d'abord les conséquences d'un profilage des inculpés, appuyé entre autres sur les enquêtes sociales, profilage évidemment raciste, xénophobe, visant tout**

particulièrement tout ce que ces juges se représentent comme marginal, y compris le fait d'être pauvre ou de ne pas avoir le profil type du « bon français » ! Le juge Pierre-Yves Calais, ce sale fils de chien, a même insisté lors de l'entretien à l'audience sur le fait qu'il n'avait pas poursuivi ses études. La justice cherche comme à son habitude à individualiser les situations et à séparer les bons des mauvais manifestants, en fonction de leur situation sociale.

Suite à des appels à rassemblement, dès 13h, beaucoup de gens étaient présents dans et devant le tribunal. Une banderole a été accrochée en face de l'entrée du tribunal : « Liberté pour tous les enfermés ». Les esprits étaient aussi combatifs à l'intérieur, de la part des détenus en premier : une des détenues a crié « Feu aux prisons, liberté pour tous ! » une fois sa libération prononcée, ce qui a provoqué un soutien instantané du public à l'intérieur de la salle d'audience. Les soutiens sont aussi restés jusqu'à l'annonce du dernier délibéré à 17h, où la prolongation de la détention d'un des inculpés a été prononcée. Celle-ci a provoqué un déferlement de colère de la part des soutiens dans la salle, qui s'est prolongé à l'extérieur pendant une bonne heure. Les gens criaient « Feu aux prisons, feu aux tribunaux », « Tout le monde déteste la police/la justice » devant une rangée de flics postés devant la salle. Il est toujours possible de rentrer en conflit au sein des tribunaux et d'apporter sa solidarité directement aux réprimés en bordérisant audiences et délibérés.

Depuis le début du mouvement, des procédures semblables ont eu

lieu dans d'autres villes : à Grenoble et Toulouse suite au 1er mai, à Paris et Rennes plus tôt dans le mouvement (cf. communiqués DC Rennes et Book bloc Paris).



Alors que l'État rêve de la fin du mouvement, la justice fait son travail et veut mater les récalcitrants qui refusent de le voir mourir quand l'intersyndicale le décide. Ces procédures de comparution préalable visant à foutre les gens momentanément au trou sans jugement semblent vouloir se généraliser. **Ne laissons personne seul face à la répression, qui ne cherche qu'à intimider et faire abandonner. Pour se solidariser avec les enfermés et les réprimés, continuons de nous organiser et soyons offensifs face à l'État et à la justice.**

Rassemblons-nous pour l'audience publique de la DML

(Demande de Mise en Liberté, qui interviendra sous une dizaine de jours) ou l'appel de la décision de la mise en détention provisoire, quand cette audience sera fixée (la date sera rendue publique, infos à venir).

LAG du Belvédère





POUR UNE DÉFENSE COLLECTIVE DU 1ER MAI PARISIEN

Le 1er mai 2023, à Paris, pendant la manifestation de l'après-midi et pendant ses suites, plusieurs centaines de personnes sont passées entre les mains de la police et un nombre élevé (que nous ne connaissons pas) dans celles de la justice. L'État réprime le mouvement social et tout ceux qui ne veulent pas baisser les bras dans la rue dans un premier temps puis au tribunal pour contraindre, interdire, enfermer. Procès, reports en comparutions immédiates et préalables, détentions provisoires, auditions, convocations diverses, avertissements pénal probatoire (APP), convocations par procès-verbal avec placement sous contrôle judiciaire (CPV-CJ) : les procédures sont multiples et la justice individualise les cas pour mieux mater ce qui naît d'un mouvement. Nous avons tous intérêt à aller à contre-courant de cette logique, à penser et contrer la justice de manière collective, ensemble plutôt que chacun dans son coin.

Nous sommes des inculpés, des proches, des compagnons et des camarades de ceux qui sont passés en comparutions préalables le jeudi 4 mai et qui ont été placés en détention préventive pour cinq d'entre eux.

Un est aujourd'hui toujours enfermé, suite au renvoi de sa comparution immédiate, là où les autres ont été libérés sous contrôle judiciaire. Nous appelons, toujours dans la même logique confrontative, à être en nombre au tribunal contre cette décision lors de la demande de mise en liberté qui a été réclamée (DML). À ce jour, nous savons que se dérouleront plusieurs procès le 6, 8, 12 et 13 juin au tribunal judiciaire de Paris, certains depuis des comparutions préalables et immédiates renvoyées, d'autres suite à des convocations diverses, avec procès en CPV-CJ mais pas seulement.

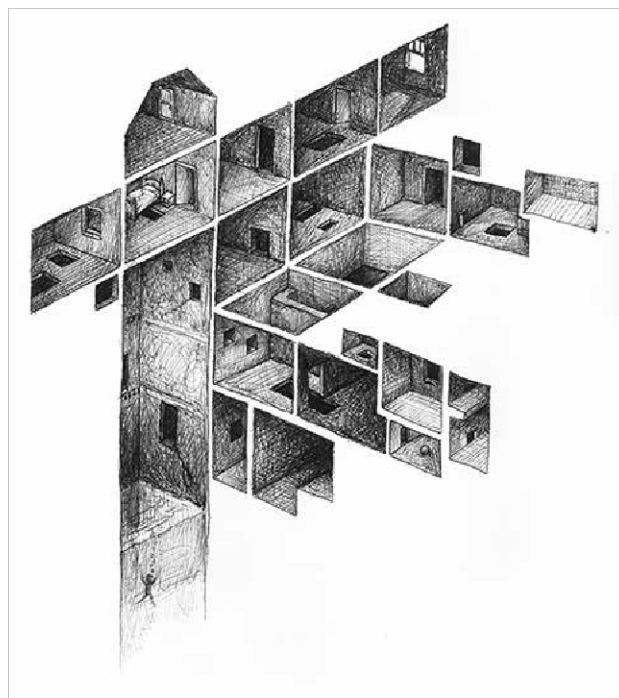
Nous voulons nous organiser pour nous défendre collectivement face à la justice, à partir des situations individuelles et pour le mouvement social en cours. Pour ce faire, nous proposons de nous retrouver les dimanches 21, 28 mai, et 4 juin, sur la Place des Fêtes. Nous appelons tous ceux et celles qui, de près ou de loin, se retrouvent face à la répression de ce 1er Mai, ou qui connaissent quelqu'un dans ce cas, à en parler autour d'eux et à venir à ce rendez-vous.



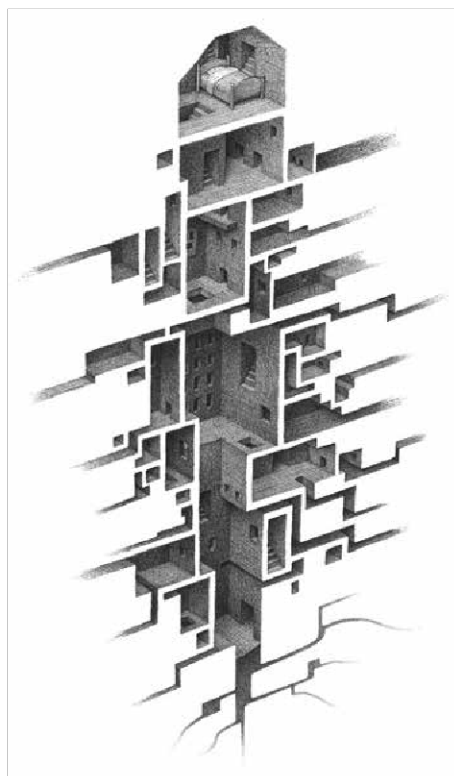
Vague d'arrestations à Rennes

Quand la flicaille sort le chalutier
contre le mouvement social

Ce mardi dès 6h du matin, la police rennais a procédé à la perquisition de plusieurs appartements de camarades à Rennes. À notre connaissance 5 d'entre eux sont actuellement toujours en garde-à-vue. Nous n'avons pas connaissance des faits exacts qui leurs sont reprochés, nous savons toutefois que les enquêtes concernent plusieurs manifestations s'étalant de février à avril 2023, lors du mouvement social contre la réforme des retraites. Elles comprennent dans leurs motifs une association de malfaiteurs à caractère criminel, information confirmée par nos avocats mobilisés sur ces garde-à-vues.



À Rennes, ce n'est pas la première fois que le mouvement social est confronté à une tentative de criminalisation de cette envergure : en 2016, lors du mouvement contre la loi travail, 20 personnes qui participent à une action « métro gratuit » sont visées par une instruction criminelle et inculpées pour « association de malfaiteurs ». Très vite, la solidarité se diffuse au sein du mouvement social : personne ne se rend aux convocations, l'instruction se fissure. Après des années de procédure, l'affaire des « 20 du métro » finit en queue



de poisson pour nos enquêteurs adeptes du coup de filet : les camarades s'en sortiront finalement avec de simples amendes contraventionnelles. Nous avons écrit plusieurs textes sur cette affaire, disponibles sur notre blog¹.

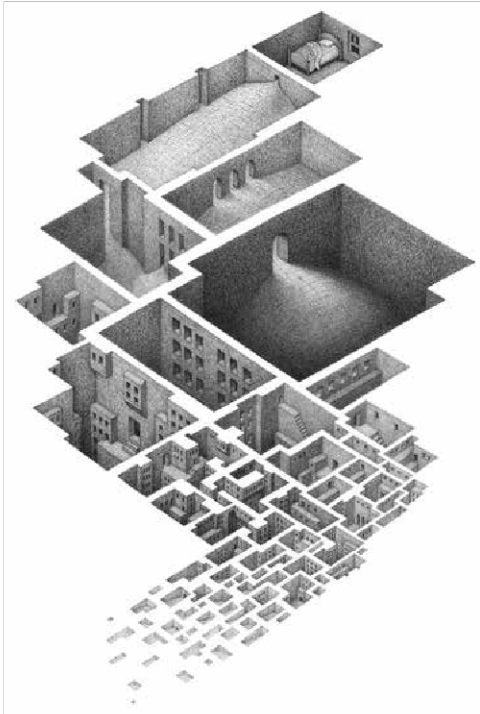
Dans ce mouvement des retraites, particulièrement combatif à Rennes, la solidarité au sein des cortèges et la diffusion de pratiques de défense collective ont été des atouts majeurs face à la répression : nous avons vu de très nombreuses arrestations finir sans suites, des camarades sortir par dizaines du commissariat sans avoir décliné leur identité, et même des affaires pourtant très médiatisées se terminer en relaxe pour les camarades. La honte pour nos pêcheurs du dimanche du comico de Rennes.

Pressurisés par la préfecture, la maire, et la presse qui dramatisent depuis le début du mouvement la moindre action contestataire, les flics n'ont plus comme seule solution pour apaiser les bourgeois que de monter de toutes pièces une enquête criminelle. Enquête qui leur permet de mobiliser plus de moyens répressifs qu'à l'habitude, quitte à ce qu'elle soit déqualifiée en raison d'un manque d'éléments tangibles par la suite.

L'effet voulu est double : satisfaire la bourgeoisie rennais effrayée, et paralyser par la peur les camarades du mouvement social. De notre côté n'oublions pas que la qualité parfois misérable de leur travail nous a déjà offert de nombreuses opportunités de relaxe devant les tribunaux.

1 *Comment la justice rennais veut qualifier des assemblées générales de lutte en association de malfaiteurs. et Affaire des 20 du métro*

Là où une gav classique ne peut dépasser les 48h (qui sont déjà 48h de trop), une des particularité des enquêtes criminelles est de pouvoir prolonger cette durée jusqu'à 72h, puis 96h. Passées ces 48h une prolongation confirmera qu'il s'agit d'une instruction criminelle.



Il est possible que dans le cadre de ces affaires d'autres personnes soient recherchées : nous recommandons vivement à chacun de faire attention à ses affaires portées ou utilisées pendant le mouvement. Cela peut vouloir dire : s'en débarrasser, les prêter à quelqu'un d'autre, les cacher quelque part,... toutefois pas de mouvement hâtifs : restons discrets sur ces déplacements ! Les flics comptent souvent beaucoup sur l'effet coup de pied dans la fourmilière : taper fort puis observer ensuite où ça s'agite, pour trouver leurs futures cibles.

Dans le cadre d'affaire de cette envergure il est régulier que les convocations (pour audition au commissariat) pleuvent. En toute circonstance IL NE FAUT PAS S'Y PRÉSENTER. Dans le cadre d'une enquête criminelle le refus de se présenter à une audition, ne pas y prêter serment et ne rien y déclarer sont trois faits punis de la même contravention. Un refus de masse permettra d'empêcher les flics d'établir des cibles précises (qui veut bien venir / qui ne veut pas). Par ailleurs répondre à des questions en

audition peut également relancer l'enquête si elle s'essoufle, permet de créer de la matière contre des camarades... nous avons déjà écrit un texte à ce sujet disponible sur notre blog².

Si vous recevez une convocation, contactez la permanence juridique de la DC sur signal au 07.51.28.26.11

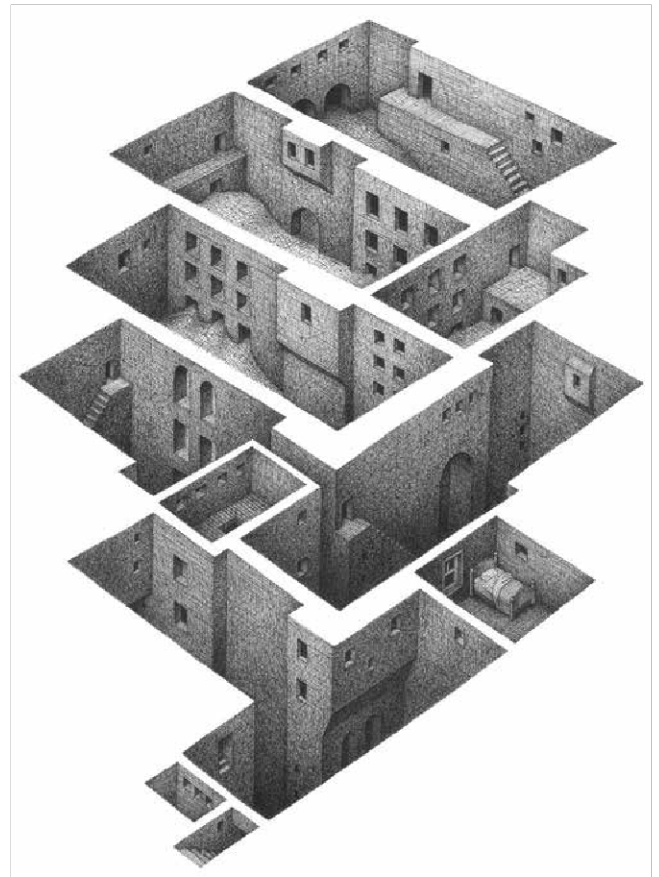
Si l'événement peut sembler exceptionnel, il faut rappeler qu'il ne provoquera pas la dissolution du mouvement social. Si vous êtes convoqué.E.S, perquisitionné.E.S ou arrêté.E.S : c'est tout le mouvement qui vous soutiendra.

Refusons la criminalisation du mouvement social et les montages d'affaires en épingle, répondons à cette situation en montrant que nous resterons mobilisé. Es quoi qu'il advienne, rassemblons-nous jeudi à 16h devant le commissariat de Rennes si les camarades sont prolongés, mais aussi si ils sont présentés au tribunal pendant la journée !

Nous vous tiendrons au courant des évolutions dans la journée de jeudi.

De la rue aux tribunaux, DÉFENSE COLLECTIVE !

2 *Convocations, esquiviez les toutes !*



Au CRA de Vincennes, la police tue, la police assassine

Dimanche 28 mai 15h30 : appel public à manifester devant le cra de vincennes (rdv au RER de joinville le pont)

Vendredi 26 mai, un retenu du Centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes, a été retrouvé mort au petit matin par son compagnon de cellule. Il s'était fait tabasser la veille et l'avant veille par les flics.

« Cela faisait une semaine qu'il était malade, qu'il demandait à aller à l'hôpital. L'infirmier refusait et lui disait juste de prendre des dolipranes. Ici c'est comme ça. T'es jamais bien soigné. Pour voir un médecin, t'es obligé de gueuler, de te mettre en grève de la faim », explique un retenu.

« Les keufs l'ont tapé, tapé. Ils l'ont mis à l'isolement et là tu sais comment ça se passe. Il n'y a pas de caméra et les flics te frappent, te frappent... », poursuit-il.

Les flics l'ont ensuite ramené dans sa chambre jeudi. « Le soir, il avait du mal à respirer. Il me disait qu'il allait mourir. Il avait du mal à manger car ils lui ont cassé des dents. J'ai été à l'infirmierie pour lui, mais ils ne se sont pas déplacés, ils n'ont pas voulu venir le voir. Cela faisait un mois que je le connaissais, on s'entendait bien », raconte un autre retenu du CRA.

Les pompiers, dont l'accès au centre est régulièrement empêché par les flics, n'ont pas réussi à le réanimer. Les flics ont pris ses affaires, son téléphone et commencé à dire qu'il était mort d'une overdose. « Ils vont tout faire pour faire croire que c'est pas à cause d'eux. Mais nous on sait ce qui s'est passé », explique un autre retenu. Dans ce qui est l'un des plus grands centres de rétention de métropole, l'impunité des keufs est telle qu'ils ont ensuite continué à provoquer les retenus. « Ce matin, nous on pleurait et la police rigolait ».

Quant à l'Assfam (Association service social familial migrants), l'association payée par l'État pour assurer un semblant d'accès au droit et justifier ses pratiques d'enfermement, elle nous a d'abord caché le décès en n'étant comme d'hab' « au courant de rien ». Même rengaine du côté de l'infirmierie du CRA, à qui nous avons régulièrement affaire pour de nombreux refus d'accès aux soins et de violences médicales.

La nouvelle de cette mort s'est rapidement propagée dans tout le CRA. Après ceux du bâtiment 1, ce sont les retenus des bâtiments 2A et 2B qui se sont immédiatement mis en grève de la faim. En fin d'après midi, des affrontements

ont eu lieu entre les retenus du 2B et la police. Plusieurs personnes ont été blessées par les keufs, quatre ont été emmenées à l'isolement et deux ont décidé de se mutiler.

Un premier rassemblement de soutien a eu lieu vendredi en fin de journée. Environ 70 personnes ont gueulé contre les CRA, la PAF (police aux frontières) et les keufs en défilant le long des bâtiments afin de donner de la force aux personnes enfermées. De l'autre côté des murs et des barbelés, ça criait aussi.

Puis dans la nuit des tags « Vengeance pour M, tué par les flics au CRA de Vincennes », « CRA Assassin », « Vincennes - Plaisir, CRA en feu, keufs au milieu » ont fleuri sur les murs autour du CRA de Plaisir.

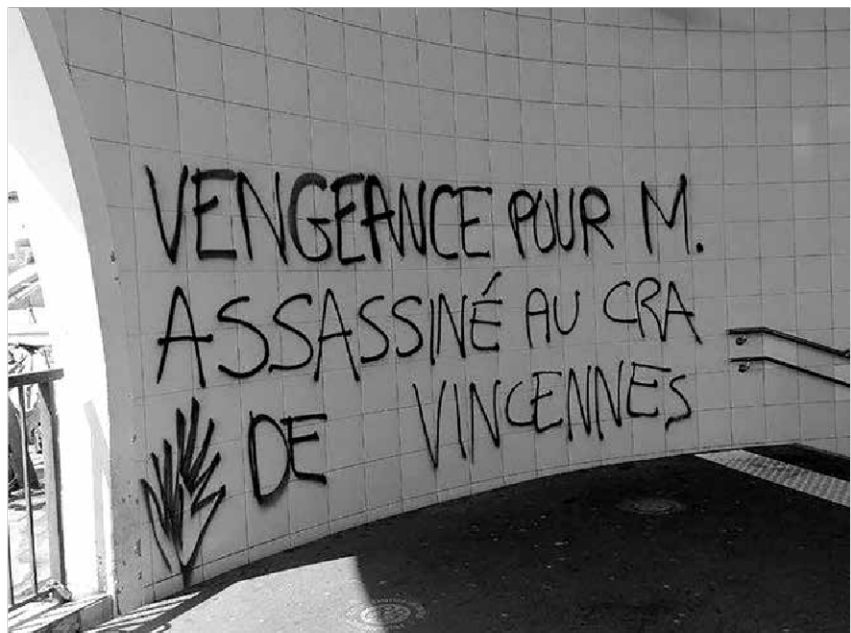
Ce n'est pas le premier mort en CRA, et il y en aura d'autres tant que les CRA existeront.

Tous les jours les retenus en CRA subissent la violence de l'enfermement et le stress d'une probable expulsion. Tous les jours, ils et elles subissent le racisme et les violences psychologiques, physiques et sexuelles des flics. Tous les jours ils et elles sont maltraités par l'équipe médicale.

Que brûlent les CRA, les frontières et la PAF avec.

RDV À 15H30 DIMANCHE 28 MAI DEVANT LE RER DE JOINVILLE-LE-PONT pour soutenir la révolte

RÉUNION PUBLIQUE de l'Assemblée contre les CRA d'île-de-france, le mercredi 31 mai à 19h, place de la réunion à Paris.





ÉMEUTONS-NOUS !

Le 29 juin 2023

Un jeune homme de 17 ans, Nahel, a été tué par balles par un flic avant-hier, le 27 juin à Nanterre, exécution sommaire pour quelque chose qui se retrouve nommé « un délit de fuite » ou « refus d'obtempérer », quelque chose qui ressemble à tenter la liberté pour ne pas rester à la merci de deux flics prêts à tuer. Nous n'avons pas les mots, nous les cherchons encore, pour exprimer notre colère et notre solidarité totale, sans condition et avant même d'en savoir plus sur tout ce que la presse déverse depuis les rumeurs de commissariats. En voici tout de même quelques-uns, puisque s'exprimer nous paraît quand même nécessaire.



17 ans, putain.

Le gouvernement a essayé de diminuer la portée du drame pour éviter la confrontation directe, pour protéger ses flics, se protéger lui-même, ainsi que le monde de merde et de misère qu'il maintient en place. Pour tenter de se prémunir face à la colère de tous, il a utilisé une technique dégoûtante : celle de l'atténuation et de la pacification, en ne lésinant pas sur l'usage de mensonges. Mettre en avant, par les médias et les déclarations de presses des différents partis de gauche et de droite, que l'adolescent avait un casier judiciaire (ce qui s'est avéré faux), que le policier était en danger (ce qui s'est tout autant avéré faux), invoquer le rôle de médiation de la justice et du deuil national pour régler le problème. Toutes ces techniques sont bien rodées mais ont été inefficaces hier et aujourd'hui : Tout le monde sait que cette exécution n'est pas un problème privé, entre un policier et une famille, pas plus qu'elle n'est une bavure exceptionnelle. **Ce que la presse et l'État défendent en salissant ceux qu'ils exécutent,**



c'est la possibilité de maintenir l'ordre coûte que coûte, c'est la possibilité de nous tenir en joue et de tirer, c'est la possibilité d'une « légitime défense » de sa propre existence au prix de nos vies. C'est nous contre eux. Et tout le monde se contrefiche qu'il ait un casier judiciaire ou non, comme tout le monde se contrefiche que ceux que ses flics visent soient fichés S, ou qu'ils soient défavorablement connus de la CAF, de pôle emploi ou des services de police. Tout le monde sait qu'il faut se battre, et personne ne semble avoir envie de pleurer en silence. Alors que les pompiers, le gouvernement, la gauche et tous les pacificateurs appellent au calme, la mère de Nahel a courageusement demandé « une révolte pour son fils ».

Les tentatives d'endormissement de la colère sont pour l'instant un échec : le jour même, des émeutes ont éclaté à Nanterre, et la révolte s'est propagée dans tout le 92, dans une partie du 93, et dans d'autres villes, à Bordeaux, à Lille, à Nantes, à Roubaix. Par endroits,



les policiers sont débordés, blessés, et parfois s'enfuient, abandonnent. La seconde nuit d'émeutes a été encore plus offensive et s'est étendue à d'autres villes, à Toulouse, à Lyon, à Strasbourg, à Clermont-Ferrand, dans quelques endroits de Paris, dans le XXème, à Belleville, à la Chapelle, dans le sud du XIIIème..., et surtout dans énormément de villes d'Île-de-France. Ce matin, les services de nettoyage peinent à masquer les traces de la révolte. Voitures, bus, lignes de tram, mairies, barricades, écoles et commissariats, tout flambe. Des pillages ont eu lieu, de magasins, camions, supermarchés. Cette largeur de vue pour mieux cibler ce qui maintient l'ordre et cette pertinence dans les attaques, que le mouvement contre les retraites a peiné à ouvrir malgré son ampleur, on dirait que deux nuits d'émeutes commencent à l'envisager. **La prison de Fresnes a été très courageusement prise d'assaut durant la deuxième nuit d'émeute, pour aller libérer les prisonniers, pour tous nous libérer. Une brèche s'ouvre, une brèche pour faire trembler ce qui hier paraissait invincible. Mais hier, c'était novembre 2005. Hier, c'était les gilets jaunes. Hier, c'était mai 68. Hier aussi nous avons fait trembler l'État, son maintien de l'ordre, et ainsi nous comprenons que cet ordre est loin d'être inattaquable, puisqu'il tremble.**



dépasser ces « quelques moyens à la portée de tous » et pour cela il nous faut, comme les émeutiers de Nanterre, trouver des moyens nouveaux pour trouver de l'efficacité contre nos ennemis, la police de l'état, du capitalisme, de la démocratie, et plus encore contre l'apathie, la résignation, le suicide quotidien, le désintérêt collectif. Tout cela n'est pas normal, et doit être combattu, **pour Nahel, pour M. tué dans le CRA de Vincennes, pour les milliers de personnes qui meurent aux frontières de l'Europe, pour Serge et les blessés du maintien de l'ordre à Sainte-Soline et partout, et pour tous les autres d'hier et de demain, pour nous tous, pour en finir aussi avec la pitié, le paternalisme et la condescendance, avec toute notre rage d'en finir avec ce monde et avec un désir de liberté, intact.**



Dans cette lutte que nous allons être nombreux à mener, rappelons-nous toujours que l'ennemi que l'on a en face de soi, celui qui nous mène une guerre ouverte, n'est pas le seul. N'oublions pas celui qui se met à notre côté, celui qui récupère et tue de l'intérieur, qui aspire et vampirise : la gauche, ses grands frères moralisateurs et ses sociologues de comptoirs, la négociation de la paix sociale qui très vite voudra encadrer et tuer la haine dans le calendrier judiciaire qui, lui avant tout, est notre ennemi. C'est ce calendrier judiciaire lui-même qui prolonge les arrestations. Solidarité avec les 180 interpellés de la nuit dernière.

Il nous faut rentrer dans cette brèche, et nous voyons quelques moyens qui sont à notre portée à tous, ici et maintenant. Nous souhaiterions, dans l'idéal, pouvoir

De Nanterre à la France entière et au reste du monde

EMEUTES ! REVOLUTIONS !





ANNEXE
A PROPOS DE STE SOLINE



SOMMAIRE de l'annexe

Introduction	29
Communiqués des camarades du S, des parents, et du S	31
Textes d'autres camarades	41
Textes d'analyse après Ste Soline	45

Introduction

Le 25 mars 2023, une manifestation contre la mégabassine de Sainte-Soline est organisée par Les Soulèvements de la Terre. Cette organisation dirigée par des militants issus d'une des tendances qui a pris le pouvoir dans la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame des Landes (plus précisément la tendance qui a accepté la liquidation de la lutte par la négociation avec la préfecture, l'expulsion des récalcitrants et le rachat des terres) s'est imposée pour coordonner et donner plus de visibilité aux divers groupes locaux mobilisés auparavant sur la question de l'appropriation de l'eau pour les agriculteurs les plus riches.

L'organisation de la manifestation, promise à tous les radicaux d'Europe dans une tournée de mobilisation comme un moment d'action directe au cours duquel il est prévu d'entrer dans la bassine (qui est vide) et de saboter éventuellement pompes et tuyaux en cours d'installation, compose 3 cortèges facilement identifiables pour les participants comme pour les forces de l'ordre : un cortège familial, donc calme, et deux cortèges offensifs identifiés par des couleurs. La manifestation a lieu sur un terrain entièrement dégagé menant à la mégabassine qui dispose de talus sur lesquels se disposent les forces de l'ordre. Les réflexions et préparations préalables se fondent sur une vision qui va s'avérer très naïve d'une ligne de front des forces de l'ordre que les manifestants pourraient parvenir à déjouer, contourner ou percer jusqu'à parvenir dans la bassine. Quoi qu'il arrive, journalistes et photographes sont là pour produire des images dont on finit par se demander si elles ne sont pas le but ultime de l'opération.

Le résultat est un carnage : les forces de l'ordre sont préparées à une opération de guerre, avec divers types de grenades explosives

ainsi qu'une escouade mobile sur des quads. Tous les cortèges seront visés, y compris le cortège familial, et les protections des militants qui se retrouvent en première ligne ne suffisent pas à limiter l'impact des salves de grenades qui pleuvent pendant plusieurs heures, y compris sur les blessés graves que les médecins débordés par le nombre de blessés cherchent à protéger. L'intervention des secours est volontairement retardée et plusieurs heures s'écoulent avant qu'ils n'interviennent, alors même que la situation d'urgence absolue de certains blessés est connue. Le désastre est rapidement évident : au moins 200 blessés dont beaucoup souffrent de blessures délabrantes, des manifestants perdent un œil, une main, une partie de la mâchoire, et deux d'entre eux, Serge et Mickaël, sont transportés tardivement à l'hôpital avec un pronostic vital engagé, l'un pour avoir reçu une grenade dans la carotide, l'autre un projectile explosif dans la tête.

Pour comprendre la violence de cette opération de maintien de l'ordre, il faut resituer cette manifestation dans le cadre du mouvement social contre les retraites dans le contexte duquel elle prend place. Quelques jours plus tôt, le gouvernement a choisi de faire appel à l'article 49.3 pour que la loi contestée soit adoptée sans vote à l'assemblée. Le mouvement va réagir à ce passage en force en prenant des formes beaucoup plus offensives comme des manifestations sauvages quotidiennes, en particulier à Paris, tout en restant extrêmement large, ce qui rend la tactique habituelle du ciblage répressif des « casseurs » et leur séparation des « gentils manifestants » mobilisés quasiment impossible. Les forces de l'ordre sont débordées, arrêtent au hasard des centaines de manifestants sans parvenir la plupart du temps à obtenir des suites judiciaires (quelques personnes seront néanmoins retenues dans les mailles de ce filet répressif et partiront en préventive et/ou se verront

attribuées des peines lourdes). Dans ce contexte, le carnage de Sainte-Soline apparaît à la fois comme une démonstration de force de l'État plus à l'aise en rase campagne que dans les contextes urbains où se déroulent les manifestations contre la loi sur les retraites, et comme le dévouement des flics auxquels il est quasiment laissé carte blanche, avec un armement démesuré.

Le désastre de Sainte-Soline ébranle largement les milieux contestataires et suscite des débats et remises en question qui sont, on l'espère vu la gravité des conséquences, loin d'être clos. Le dossier proposé en propose un aperçu.



Les Soulèvements de la Terre, organisateurs de la manifestation essayent de tirer leur épingle de ce jeu pour lequel des camarades et compagnons ont payé si cher de leur personne. Après avoir commencé par essayer de crier victoire tout en instrumentalisant les blessés dans une martyrologie orchestrée à coup de montages vidéos avec musique et voix off, leurs communicants

sont obligés d'en rabattre provisoirement et de proposer un texte prétendant concéder quelques remises en question sur un plan strictement tactique. Ils continueront par ailleurs à capitaliser sur ce qui s'est passé ainsi que sur la menace d'une dissolution qui les amènera à rechercher des soutiens dans toute la gauche institutionnelle, champ dans lequel ils cherchent évidemment à s'intégrer. Le texte « *Réponse au texte À celles et ceux qui ont marché à Sainte-Soline* » donne une fin de non-recevoir à cette tentative d'endormir les critiques qui pourraient entraver la carrière politique de ceux qui font le calcul cynique de prendre la direction de la frange la plus radicale du mouvement pour s'intégrer dans la gauche réformatrice. Même s'il faudra assurément du temps pour tirer toutes les leçons de cet événement (et on espère que cette critique va se poursuivre et s'amplifier), des textes qui identifient et critiquent le calcul politique qui a mené à la catastrophe sortent très rapidement. Parmi eux nous avons choisi de proposer la lecture de « *Crapules et assassins* », qui analyse la répression de la manifestation comme un épisode de guerre et s'attaque à la fois à l'État, responsable de l'ampleur de la répression, mais aussi à ceux qui ont envoyé des militants considérés comme de la chair à canon mener un combat qu'ils savaient perdu d'avance. Nous proposons aussi des exemples de critiques plus internes aux acteurs des luttes sur le terrain de l'écologie : « *Comment la boue devient claire* », ou « *Contre le phagocytage des luttes par les Soulèvements de la Terre* », et enfin « *Lutter et/ou se faire manipuler au nom d'une lutte ? Soulèvements de la terre versus État : même combat !* » qui identifie des fonctionnements communs avec la liquidation de la lutte de Notre-Dame des Landes, en particulier dans des pratiques de récupération et de direction en vue de calculs politiques au prix de la lutte.

L'intensité de ces critiques s'explique aussi par le nombre de blessés graves, et, pour deux d'entre eux, une situation critique avec un pronostic vital engagé qui sera suivi d'un coma de plusieurs semaines. Face à cette situation, les proches de S, militant dans un local communiste antiautoritaire de Toulouse, s'organisent rapidement. Des communiqués signés « les camarades du S » ainsi que des parents de Serge sortent rapidement et font barrage à la martyrologie qui commence à s'exprimer du côté des organisateurs de la manifestation de Sainte-Soline, ainsi qu'à la stigmatisation que la presse bien informée par l'État essaye d'organiser. Ces communiqués proposent des premières pistes d'analyse de ce qui s'est passé et ouvrent la voix à des formes de solidarité offensives dans le cadre du mouvement social en cours : la répression de Sainte-Soline est une répression du mouvement en cours, comme beaucoup de participants à cette manifestation Serge est un militant révolutionnaire et c'est pour cette volonté d'en découdre qu'il s'est malheureusement retrouvé dans le viseur de l'État, c'est la poursuite et l'intensification de la lutte qui doivent accompagner le soin nécessaire et encourager

ses proches dans cette période incertaine et difficile. Loin d'appeler à la pacification, ces communiqués imposent le respect par l'affirmation de trois propositions vitales pour le mouvement : le refus de toute dissociation et de toute séparation entre les bons et les mauvais manifestants, l'intensification du mouvement vers son dépassement et la perspective d'une autonomie des luttes par le refus de toute direction et de toute récupération. C'est sur ces bases que la solidarité va s'organiser rapidement, les communiqués seront massivement diffusés dans les manifestations du mouvement en cours, des textes les accompagnent très vite, comme « *NON* » qui sort quelques jours après le drame, des banderoles, des tags marqueront une solidarité offensive partout en France et avant même la semaine d'action appelée par les Camarades du S qui verra une solidarité s'exprimer au niveau international, des actions seront menées à la fois pour intensifier le mouvement et en solidarité avec les blessés de Sainte-Soline (voir le site des Camarades du S qui répertorie les actions menées en France et ailleurs). Dans la brèche ouverte par les communiqués des Camarades du S, des liens se tissent ou se renforcent, et des réflexions se poursuivent, en particulier autour du fait qu'intervenir pour le dépassement du mouvement, ça commence par lutter contre tous ceux qui cherchent à en prendre la direction, partis, syndicats mais aussi directions informelles qui utilisent la radicalité pour prospérer dans la recomposition de la gauche, cesser d'être des soldats de guerres qui ne sont pas les nôtres, en somme (voir l'affiche Soldats sortie suite à ces réflexions). Des chansons sortent pour donner courage à Serge et à ses proches et restituer un peu de la rage qui nous traverse tous à ce moment-là. Avec des concerts de soutiens et ventes de compils qui permettent de participer à la caisse de solidarité pour couvrir les frais médicaux et aider les proches à rester à proximité du lieu où Serge et Mickaël sont hospitalisés. Pendant ce temps, les proches de Serge et Mickaël s'organisent pour accompagner ce combat contre la mort dont ils sortiront tous les deux victorieux, Mickaël d'abord, puis Serge qui se réveillera après un mois de coma avec une combativité et une rage intacte. Il vient d'écrire un communiqué au moment où nous écrivons ce texte ! Il reste encore beaucoup à faire pour en finir avec ce monde et avec ceux qui veulent prendre la direction des luttes et des révoltes, ne baissons pas les bras !

Nous sommes tous les camarades du S, nous sommes tous les fichés S sur lesquels l'État a tiré à Sainte-Soline. Solidarité avec tous les enfermés et les blessés de la lutte en cours contre ce monde.

Juin 2023



Communiqués

des camarades du S, des parents, et du S

Communiqué n°1 : Au sujet de S., camarade au pronostic vital engagé à la suite de la manifestation de Sainte-Soline.	32
Communiqué n°2 : A propos de la construction policière autour de Serge et des autres blessés de Sainte-Soline	32
Communiqué des parents de Serge	33
Communiqué n°2 des parents de Serge	33
Appel à actions : Nous sommes tous les camarades du S	34
Communiqué n° 3 des parents de Serge	35
Communiqué du local Camarade de Toulouse	36
Communiqué n°4 : Le défi de l'autonomie	37
Communiqué n°4 des parents de Serge	38
Communiqué n°5 : Des nouvelles du S	39
Communiqué du S	40

Communiqué n°1 : Au sujet de S., camarade au pronostic vital engagé à la suite de la manifestation de Sainte-Soline.

26 mars 2023

Samedi 25 mars à Sainte-Soline, notre camarade S. a été atteint à la tête par une grenade explosive lors de la manifestation contre les bassines. Malgré son état d'urgence absolue, la préfecture a sciemment empêché les secours d'intervenir dans un premier temps et d'engager son transport dans une unité de soins adaptée dans un second temps. Il est actuellement en réanimation neurochirurgicale. Son pronostic vital est toujours engagé.

Le déferlement de violences que les manifestants ont subi a fait des centaines de blessés, avec plusieurs atteintes graves à l'intégrité physique comme l'annoncent les différents bilans disponibles. Les 30 000 manifestants étaient venus dans l'objectif de bloquer le chantier de la méga-bassine de Sainte-Soline, un projet d'accaparement de l'eau par une minorité au profit d'un modèle capitaliste qui n'a plus rien à défendre sinon la mort. La violence du bras armé de l'État démocratique en est la traduction la plus saillante.

Dans la séquence ouverte par le mouvement contre la réforme des retraites, la police mutile et tente d'assassiner pour empêcher le soulèvement, pour défendre la bourgeoisie et son monde. Rien n'entamera notre détermination à mettre fin à leur règne. Mardi 28 mars et les jours suivants, renforçons les grèves et les blocages, prenons les rues, pour S. et tous les blessés et les enfermés de nos mouvements.

Vive la révolution.

Des camarades du S.

PS : Si vous disposez d'informations concernant les circonstances des blessures infligées à S., contactez-nous à : s.informations@proton.me

Nous souhaitons que ce communiqué soit diffusé le plus massivement possible.

Communiqué n°2 : A propos de la construction policière autour de Serge et des autres blessés de Sainte-Soline

30 mars 2023

Alors que notre camarade Serge se bat comme un lion pour garder la vie que l'État essaie de lui enlever, nous assistons à un nouveau déferlement de violences, cette fois-ci médiatiques, qui vise à faire de lui un homme qu'on peut légitimement abattre. Aujourd'hui, il est toujours dans le coma et son pronostic vital est toujours engagé. Notre solidarité va aussi à Mickaël et à toutes celles et ceux qui ont rencontré la violence de la police sur leur chemin.

Les mots du pouvoir d'état sont inlassablement répétés sur les plateaux des médias bourgeois pour construire l'ennemi qu'ils veulent combattre. Leur écran de fumée ne supportera pas les dizaines de récits qui sont venus recomposer le déroulement des faits. La gendarmerie a utilisé des grenades dans le but d'abîmer les manifestants et a orchestré la faillite de la prise en charge des secours, quitte à laisser mourir les camarades.

Les services de renseignements distribuent à tour de bras le dossier de Serge dans les rédactions dans le but d'imposer le prisme policier pour désigner ce que nous sommes. Nous ne nous amuserons pas ici à démonter chacune des versions policières volontairement tronquées. Ça serait croire qu'une quelconque vérité à ce sujet puisse exister dans les arcanes des propagandes étatique et médiatique. Serge, en tant que militant révolutionnaire, participe depuis de nombreuses années de toute sa volonté aux différentes luttes de classe qui surgissent contre notre exploitation, toujours dans un souci d'élargissement, de renforcement et de victoires pour les prolétaires.

Parce que oui, nous ne pouvons pas nous résigner à l'écrasement.

Nous appelons toutes celles et ceux qui le connaissent à dire autour d'eux qui il est. Mais en se souvenant d'une chose : Serge, dans la lutte, refuse la stratégie du pouvoir de désigner les bons et les mauvais. Nous tenons, avec lui, cette ligne.

Mardi 28 mars, des gens d'un peu partout ont pris l'initiative de témoigner de leur solidarité au cœur du mouvement contre la réforme des retraites en France. Nous avons également reçu de nombreux messages de camarades d'autres pays. Nous les en remercions chaleureusement et les invitons à poursuivre et renforcer la lutte. D'autres initiatives sont d'ores et déjà programmées et nous appelons les gens à les rejoindre et à les multiplier, sans modération, en France et dans le monde.

Nous appelons à diffuser massivement ce communiqué.

PS : de nombreuses rumeurs circulent sur l'état de santé de Serge. Ne les relayez pas. Nous vous tiendrons informés de l'évolution de la situation.

Pour nous contacter : s.informations@proton.me

Des camarades du S.

Communiqué des parents de Serge

29 mars 2023

Notre fils Serge est actuellement hospitalisé avec un « pronostic vital engagé », suite à la blessure occasionnée par une grenade GM2L, lors de la manifestation du 25 mars 2023 organisée à Sainte-Soline (79) contre les projets de bassines irrigantes.

Nous avons porté plainte pour tentative de meurtre, entrave volontaire à l'arrivée des secours ; et pour violation du secret professionnel dans le cadre d'une enquête de police, et détournement d'informations contenues dans un fichier de leur finalité.

Suite aux différents articles parus dans la presse, dont beaucoup sont inexacts ou mensongers, nous tenons à faire savoir que :

Oui, Serge est fiché « S » - comme des milliers de militants dans la France d'aujourd'hui.

Oui, Serge a eu des problèmes judiciaires - comme la plupart des gens qui se battent contre l'ordre établi.

Oui, Serge a participé à de nombreux rassemblements anticapitalistes - comme des millions de jeunes dans le monde qui pensent qu'une bonne révolution ne serait pas de trop, et comme les millions de travailleurs en lutte actuellement contre la réforme des retraites en France.

Nous considérons qu'il ne s'agit là nullement d'actes délictueux qui saliraient notre fils, mais que ces actes sont au contraire tout à son honneur.

Les parents de Serge



Communiqué n°2 des parents de Serge

4 avril 2023

Cela fait maintenant 10 jours que Serge est dans le coma, suite à la grenade qu'il a reçue à Sainte-Soline lors de la manifestation contre les bassines du 25 mars. Son pronostic vital est toujours engagé.

Nous et sa compagne remercions toutes les personnes (camarades, proches et anonymes) qui ont manifesté leur soutien et leur solidarité envers lui.

Nous remercions les dizaines de milliers de camarades qui se sont exprimés dans la rue, devant les préfectures et ailleurs, le jeudi 30 mars, contre l'ordre policier installé en France.

Nous remercions tous ceux et celles qui ont porté assistance aux blessés pendant la manifestation, ou qui ont apporté leur témoignage concernant la répression à Sainte-Soline, en particulier par rapport à Mickaël et à Serge.

Nous remercions enfin l'équipe médicale qui est à leurs côtés afin de les aider à se battre pour vivre.

Ce combat pour la vie, Serge le mène avec la même force que celle qu'il met à combattre un ordre social dont la seule finalité est de maintenir la main de fer de la bourgeoisie sur les exploités.

Soyons solidaires de tout ce que Darmanin veut éradiquer, dissoudre, enfermer, mutiler - du mouvement des retraites aux comités antirépression, des futures ZAD au mouvement des blocages. Le terrorisme et la violence sont chaque jour du côté de l'État, pas de celles et ceux qui manifestent leur rejet d'un ordre destructeur.

Les parents de Serge

Merci de diffuser le plus largement possible ce communiqué.

Appel à actions : Nous sommes tous les camarades du S

11 avril 2023

À l'heure où nous écrivons ces lignes, notre camarade Serge se trouve dans le coma depuis 15 jours et son pronostic vital est toujours engagé. Nous tenons à remercier chaleureusement tous les camarades dont l'intervention rapide a permis de le maintenir en vie et celles et ceux qui le soignent au meilleur de leurs moyens aujourd'hui. Nous remercions également toutes les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont fait part de leur solidarité à destination des blessés et des enfermés du mouvement.

Nous assistons, de loin, aux différentes tentatives de récupération par des politicards pour faire leur beurre sur la situation de Serge. Ils se dépouillent pour faire de nos luttes un tremplin afin de renforcer leur position dans le jeu politique. Et pour ça, ils veulent qu'on se tienne sage. Pourtant, ils savent pertinemment que l'État et les bourgeois, dont ils font partie, sont déterminés à ne rien lâcher.



Cette situation n'est pas nouvelle. Elle est mondiale, de la France à la Chine, de la Colombie à l'Iran. Partout, l'espoir des miettes s'estompe. Nos conditions de vie se dégradent aussi vite qu'ils s'enrichissent et partout où on se soulève, nous ne rencontrons plus que la répression et la violence de l'État comme réponse. Dire que le capitalisme n'a d'horizon que la mort, la guerre, la destruction, c'est prendre acte que la solution pour en finir se trouve du côté des luttes contre notre exploitation, des débordements, de nous.

Après des semaines de lutte en France, les directions syndicales et politiques peinent à défendre leur stratégie de maintien de l'ordre face aux millions de prolétaires qui ont donné de leur temps, de leur corps voire de leur vie pour gagner. Nous refusons leur défaite programmée et pour ça, à plein d'endroits, des formes

d'organisations ont émergé pour nous permettre de prendre l'initiative et de renforcer la lutte, par les assemblées, par les occupations, par les manifs, par les grèves, par les blocages, par les sabotages. L'essentiel pour nous, c'est de construire l'unité à partir de celles et ceux qui refusent la division de la lutte et qui font aujourd'hui face à l'État. Ce qu'ils ont fait à Serge, ce qu'ils ont fait à tous les blessés et les enfermés, il n'y a pas moyen que ça passe.

Dans cette perspective, nous appelons à poursuivre les actions pour renforcer le mouvement et à les dédicacer à tous les blessés et les enfermés d'ici et d'ailleurs. De nombreuses banderoles ont fleuri dans les cortèges et sur les murs. Des métros portent le nom des blessés. Des chansons sortent. Des occupations et des sabotages se multiplient. Continuons.

Nous demandons également à toutes celles et ceux qui en France et autour du monde se reconnaîtront dans

cet appel à faire de la semaine du 1er mai une semaine intensive d'actions contre l'État et le capital : au travail, dans les cortèges, sur les ronds-points, en dédicace à tous nos camarades blessés, tués et enfermés, d'ici et d'ailleurs, d'hier et d'aujourd'hui, qui ne peuvent pas y participer. Non pas dans un sens symbolique ou mémoriel mais bien dans l'objectif de lancer, relancer ou continuer

les luttes auxquelles nous participons. Parce que ça aurait pu être n'importe lequel d'entre nous qui luttons, NOUS SOMMES TOUS LES CAMARADES DU S !

Vive la révolution !

PS : Nous relayons sur le blog lescamaradesdus.noblogs.org et les différents réseaux, l'ensemble des initiatives en dédicace aux blessés et enfermés qui pullulent un peu partout. Pour qu'on relaie les initiatives locales, envoyez les svp à s.informations@proton.me. Si des assemblées/groupes pensent mettre en place des actions fraîches pour la semaine d'action et après, faites le nous savoir.

Les camarades du S

Communiqué n° 3 des parents de Serge

lu lors de la soirée de soutien aux Soulèvements de la terre, à Paris, le 12 avril 2023

La menace de dissoudre un des collectifs qui ont appelé à manifester contre les bassines, le 25 mars, est une nouvelle illustration du mépris que ce régime exprime envers quiconque veut faire barrage à la politique qu'il mène au service de la bourgeoisie. Il s'agit en effet pour lui d'accréditer l'idée que les milliers de manifestants présents à Sainte-Soline auraient été des enfants sans aucune autonomie, arrivés là sous l'influence de quelque puissance occulte.

Menacer de dissoudre des structures qui organisent la solidarité contre la répression est un autre reflet de ce mépris consistant à faire croire que les gens eux-mêmes, à la base, sont incapables de s'organiser pour se défendre. Or c'est tout le contraire qui se passe aujourd'hui en France. À Sainte-Soline, il n'y a pas eu, d'un côté, les « bleus » et les « noirs » et, de l'autre, les « familles ». Les dizaines de milliers de personnes participant à cette manifestation interdite savaient que les plus mobiles se trouveraient dans le cortège chargé d'ouvrir le chemin vers la bassine, et nul ne dissociait les « non-violents » des « violents », les « bons » manifestants des « mauvais ». La complicité entre les uns et les autres était évidente. Ces dizaines de milliers de personnes ont agi ensemble, chacune selon ses possibilités, contre le modèle capitaliste que représentent les bassines et malgré les menaces de répression émanant de l'État. Et elles ont été capables, ensemble, de résister physiquement au bras armé de cet État.

La violence a été du côté des forces de l'ordre, qui ont visé l'ensemble des manifestants. Les 200 blessés de Sainte-Soline - dont notre fils Serge et Mickaël, les plus gravement atteints - ne sont pas le résultat d'une « mauvaise gestion de l'ordre », d'erreurs de tel ou tel, ou simplement le fruit du hasard. Le responsable de ces 200 blessés, c'est un État qui a pour seul objectif, dans la période actuelle, de mettre à genoux toute contestation sociale afin de mieux gérer l'exploitation du travail dans les années à venir, face à la crise que connaît le capitalisme pour se perpétuer.

La répression policière et juridique est omniprésente et se répand comme la misère sur le pauvre monde, mais nous ne nous laisserons pas enfermer dans un combat contre cette répression qui accaparerait tous nos espaces et notre vision de la vie. Car notre monde, c'est aussi celui de la lutte, et la lutte c'est la fête. La fête, ce sont les barbecues des gilets jaunes sur les ronds-points; ce sont les cris et les chants lors des manifestations contre la réforme des retraites; c'est l'expression créative et colorée que peuvent avoir les manifestations des femmes ou des homos; ce sont les grèves ou les occupations dans lesquelles les salariés se découvrent sur leur lieu de travail; ce sont les blocages joyeux de routes ou de lycées... Contre la répression, ces espaces de lutte et de fête témoignent que le monde doit changer de base, et que nous avons en nous, dès maintenant, la capacité d'y parvenir en les mettant en valeur et en les élargissant.

Nous n'avons besoin d'aucune « figure » ou d'aucun parti pour nous indiquer la voie à suivre tout en nous prenant par la main. Nous maintiendrons notre union dans un même combat contre l'aménagement capitaliste du territoire, et notre solidarité contre la répression. On ne tue pas un mouvement en déclarant dissoutes certaines de ses structures ou en les interdisant. Dissolution ou interdictions ne changeront donc rien. Et nous ne céderons pas aux palinodies de partis politiques qui cherchent encore à parler en notre nom alors qu'ils ne représentent plus grand-chose.

C'est en nous que nous devons avoir confiance pour repousser l'assaut de l'État policier, comme celui d'une extrême droite à l'affût.

Les parents de Serge,

Merci de diffuser ce communiqué le plus largement possible



Communiqué du local Camarade de Toulouse

16 avril 2023

[Communiqué de l'assemblée du local
Camarade à laquelle Serge participe]

Le local Camarade, ouvert en 2017, est un espace qui porte des positions et des propositions pour en finir avec la vie chère et le travail à vie, pour la solidarité et l'autodéfense de classe, pour les soulèvements, pour la révolution, contre la dissociation et les catégories du pouvoir du bon et du mauvais manifestant dans les mouvements et les luttes à Toulouse et au-delà.

Serge en est un membre actif depuis son ouverture, ouverture initiée dans la continuité d'une histoire politique dont nombre d'entre nous faisons déjà partie à l'époque. Nous sommes de vieux camarades et amis qui se sont rencontrés dans les luttes qui ont perturbé le train train quotidien de l'écrasement capitaliste ces quinze dernières années. La ridicule opération de diabolisation de Serge a rapidement été étouffée par les dizaines de témoignages qui ont répondu à l'appel des camarades du S pour dire qui il est et nous les en remercions chaleureusement. Il ne pouvait en être autrement. Nous remercions également toutes les personnes qui ont pris soin de notre ami pendant que les militaires le regardaient mourir.

Nous remercions aussi toutes les personnes qui ont témoigné leur solidarité, par des mots, par des actes. Nous reprendrons très vite les activités du local pour nous retrouver et continuer la lutte.

Nous en profitons pour rappeler à tous les politicards qui essaient de capitaliser sur la situation de Serge qu'il ne les aime pas.

Aujourd'hui comme hier, l'État nous fait la guerre. De Sainte-Soline au mouvement des retraites, à ceux passés et à venir, l'état policier constitue sa seule et unique réponse. Derrière le carnage de Sainte-Soline l'État a d'ailleurs concrètement signifié son intransigeance vis-à-vis de tout ce qui le remet et le remettra en question.

L'État ne peut réfléchir autrement qu'en identifiant un ennemi. Il construit une identité, ici « l'ultra-gauche ». Il mène ensuite une opération de ciblage de cette identité, où les critères d'appartenance sont relativement flous (le Ministre a réussi à inclure la LDH), en espérant que les cercles les plus éloignés du point névralgique engagent un mouvement de retrait pour laisser la police faire son travail et écraser les récalcitrants. Tandis que l'État brandit la menace de l'ultra-gauche, c'est autre chose qu'il veut écraser.

Les groupes politiques qu'il cible ne sont pas le débordement. Le débordement, ce sont nous tous qui luttons contre l'État, contre l'exploitation, ici et maintenant.

Le débordement, c'est quand on ne peut se résoudre à arrêter une grève pendant que les puissants nous

crachent à la gueule leur mépris de ce que nous sommes, avec ou sans réquisition.

Le débordement, c'est quand on ne peut pas accepter de rentrer chez soi après un énième défilé encadré par les syndicats et leur instinct de défaite, la tête chargée de questions sur les thunes qu'on a perdues à faire grève sans y prendre une part active.

Le débordement, c'est quand, après un après-midi dans les gazs, sous les matraques et à portée de LBD, de grenades assourdissantes, de grenades encerclantes et de G2ML, on se dit « plus jamais ça » et on décide de se protéger de ces assassins assermentés.

Ce débordement, c'est le moment où le mouvement prend une nouvelle dimension. A l'heure actuelle, de nombreuses composantes en sont là et basculent dans l'organisation pratique pour arracher des victoires. Parce que c'est ça l'objectif d'une lutte. Nous devons nous donner les moyens de gagner.

Au prétexte de la vague figure de l'ultra-gauche, l'État s'attaquera en réalité à nous tous, à toutes les pratiques qui cherchent la solidarité dans la lutte, pour tenir face à lui.

La première victoire, c'est l'unité dans la lutte, le refus de la division. Le débat stratégique sur l'unité se polarise entre deux positions. D'un côté on nous vante l'unité politique derrière la gauche, qui signifie l'extension de l'encadrement du mouvement, des partis et syndicats qui capitalisent sur nos luttes.

À cette unité dans la récupération, nous opposons l'unité dans la lutte, par l'extension du mouvement dans le temps et dans l'espace, par la construction d'un mouvement massif, révolutionnaire et autonome, pour que tout le monde vive bien.

C'est en ce sens que nous appelons à renforcer la solidarité dans les cortèges, entre les prolétaires, entre les secteurs, dans la grève comme sur les blocages et dans la rue et cela partout dans le monde, car la situation de Serge et du mouvement actuel contre le vieux monde parle et résonne dans d'autres contrées du globe. Nous rejoignons aussi l'appel à nous protéger des forces de police et de gendarmerie.

C'est pourquoi nous nous joignons à « l'appel à actions » des Camarades du S à partir de la semaine du 1er Mai en solidarité à Serge et aux autres blessés, toujours dans la même volonté de poursuivre et de renforcer les luttes et le mouvement en cours afin de se donner les moyens de gagner

Force à Serge. Vive le communisme & l'anarchie.

On continuera jusqu'à la victoire de la Révolution mondiale !

Communiqué n°4 : Le défi de l'autonomie

25 avril 2023

Notre camarade Serge se bat pour revenir parmi nous et le fait avec une détermination implacable. Ce combat qu'il mène, que nous menons, contraste drastiquement avec l'ambiance de fin de mouvement que l'État, par l'arrogance, la répression et la promesse du pire, tente de faire avaler aux gens en lutte. Alors que les syndicats cherchent à tout prix une porte de sortie pour cacher, tant bien que mal, la déculottée que leur administre le gouvernement depuis maintenant quatre mois, nous sommes nombreuses et nombreux à rester déterminés pour que rien ne se passe comme les tenants de l'ordre social l'espèrent. Mais comment peut-on faire ?

Depuis le 25 mars, les camarades du S tentent d'appuyer les multiples initiatives de débordement qui, selon nous, correspondent au dépassement du train-train syndical, au renforcement de la lutte, à la solidarité offensive, pour la révolution. Il nous tenait à cœur de rappeler, depuis notre position spécifique dans le mouvement, que la solidarité envers les blessés et les enfermés se fait par le renforcement de la lutte, et non dans les seuls méandres du face à face avec l'État et ses tribunaux. Les initiatives de débordement, dont la face émergée brille de mille feux de poubelles dans les rues, se fabriquent dans le mouvement, à l'occasion de rencontres opportunes et d'organisations collectives concrètes pour donner de la force à toutes celles et ceux qui luttent aujourd'hui. L'auto-organisation des prolétaires, qu'il s'agisse de coordinations, de réseaux, de collectifs, de groupes, etc., nous permet d'imaginer la suite, loin du tempo imposé qu'on vomit à chaque dispersion. Le risque dans le moment actuel est de se perdre de vue, que la vague se retire et que chacun échoue dans son trou. La semaine du 1er mai s'annonce comme un moment important, et il ne tient qu'à nous d'en faire une rampe de lancement pour construire nos forces. La semaine d'actions à l'appel des camarades

du S, en dédicace aux blessés et aux enfermés, peut s'y prêter, pour renforcer le camp de celles et ceux qui ne lâcheront rien.

Nous ne nous poserons jamais en centralité à rejoindre pour la simple et bonne raison qu'un mouvement sans tête ne se dissout pas et qu'une direction, qu'importe son appareil radical, finit toujours par avoir ses propres intérêts, opposés aux nôtres. La trahison s'impose comme funeste destin et avec elle, la répression tous azimuts de ce qui donne de la force au mouvement. Nous le répétons : qu'importe le régime de gouvernement de la vie capitaliste contre lequel on se bat aux quatre coins du monde, aucune concession ne nous sera faite. Renforcer nos capacités d'auto-organisation, par le biais d'assemblées autonomes, de réseaux de lutte, de groupements spontanés, qu'importe la forme tant qu'elle est horizontale, est peut-être le défi qui s'impose à nous aujourd'hui. Il s'agit là du défi de notre autonomie, pour ne plus avoir à subir les généraux de mouvement et leur encadrement. Nous ne serons jamais de bons petits soldats.

Nous réitérons notre appel à action de la semaine du 1er mai et nous nous engageons à en faire le relai de la façon la plus efficace possible, pour que chacun, selon ses besoins et ses moyens, puisse y participer.

Force aux petits du 20ème parisien que les flics ont essayé de tuer.

Force à Serge et à tous les blessés et enfermés, encore !
Vive la révolution mondiale !

Les camarades du S

Ps : N'hésitez à nous faire parvenir les actions de solidarité à s.informations@proton.me. Nous les relaierons sur le blog lescamaradesdus.noblogs.org et les réseaux Insta (@camarades_du_s) et Tweeter (@CamaradeDuS)



Communiqué n°4 des parents de Serge

26 avril 2023

Un mois après le tir de grenade qui a gravement blessé à la tête notre fils Serge, le 25 mars 2023, lors de la manifestation contre les mégabassines de Sainte-Soline, l'incertitude subsiste encore concernant son avenir.

Selon les critères médicaux purement cliniques, Serge est sorti du coma. Cela signifie qu'il entrouvre les yeux, mais nullement qu'il est réveillé.

Les soins qui lui ont été dispensés depuis son arrivée à l'hôpital ont visé à juguler diverses lésions et infections. Celles-ci ont pour origine le tir de grenade dont il a été victime, mais aussi les conditions dans lesquelles les premiers secours lui ont été dispensés sur les lieux mêmes de la manifestation – les forces de l'ordre interdisant aux pompiers et aux ambulances d'accéder aux personnes blessées pour les prendre en charge.

Ces soins ont contribué à ce que l'état de Serge, qui reste d'une « extrême fragilité », ne se dégrade pas davantage. Cela permet d'espérer son retour à la conscience, mais ce n'est pas encore le cas.

À ce jour, il est impossible d'affirmer que Serge va recouvrer ses esprits et l'usage de son corps (ses membres et ses sens, sa capacité de respirer et de parler) ou d'évaluer les séquelles de sa blessure, et une rechute infectieuse demeure à craindre.

Son pronostic vital reste donc engagé. C'est pourquoi nous dénonçons toute utilisation qui pourrait être faite à la sortie de son coma : Serge est malheureusement fort loin d'être tiré d'affaire. Prétendre le contraire serait un pur mensonge.

Les parents de Serge,

Merci de diffuser ce communiqué le plus largement possible.





Communiqué n°5 : Des nouvelles du S

13 mai 2023

Serge a officiellement quitté le service de réanimation du CHU de Poitiers. Cela signifie que son pronostic vital n'est plus engagé au jour d'aujourd'hui. Nous remercions encore une fois tous les travailleurs et travailleuses du soin qui lui ont permis d'y parvenir. C'est une étape importante, mais pas la dernière. Il a été admis dans un autre service conventionnel où il continuera à recevoir les soins adaptés à sa blessure et à ses douleurs quotidiennes. Une fois cette période de soins achevée, nous pourrions envisager de démarrer un cycle de rééducation intensive afin que Serge récupère tout ce que l'État a tenté de lui enlever. Nous n'avons aucune certitude, mais une confiance sans borne en notre camarade dont la détermination reste inébranlable.

Cette détermination, on a pu la retrouver avec rage et joie, dans les rues, en France et ailleurs, avant, pendant et après la semaine du 1er mai. Nous tenons à remercier mille fois toutes les personnes qui ont répondu à l'appel à action et ont dédié leurs actes aux blessés et aux enfermés du mouvement. Nous avons fait le maximum pour faire de notre blog une modeste caisse de résonance. Nous continuons à lutter, et la répression ne s'est pas arrêtée le 25 mars 2023. Nous saluons le courage des camarades mutilés et enfermés des dernières semaines. Rien n'a changé mais tout commence. La période ne laisse pas de marges de manœuvre mais ouvre la voie à de nombreuses initiatives pour renforcer l'efficacité de notre camp.

Comme nous le pressentions dans notre quatrième communiqué, les directions syndicales n'ont pas trouvé de parade à la mise à l'amende gouvernementale. Ils ont capitulé et nous convoquent plus d'un mois plus tard, au lendemain d'un premier mai à l'intensité historique. L'unité syndicale par laquelle ils encadrent le mouvement contre la réforme des retraites est une opération de maintien de l'ordre contre celles et ceux

qui veulent gagner. À peine ont-ils quitté le cortège qu'ils s'empressent, en ordre dispersé, leur boutique sous le bras et l'unité sous le pied, d'aller se vautrer dans le bureau de Borne pour espérer consolider leurs appareils respectifs.

Qui attend encore quelque chose de ces gens-là ? Il serait irresponsable de leur laisser le pouvoir sur nos luttes. Pour garder notre force, nous devons construire et/ou entretenir des réseaux de camaraderie aptes à renforcer notre autonomie. Les prises de bâtiments, les rencontres entre assemblées de lutte, le maintien d'une ambiance déterminée à harceler le bloc de l'ordre contribuent au renforcement de nos capacités d'action. Proposer des espaces de lutte dénués de politicards, de manipulation et de trahison est aussi une adresse à celles et ceux qui vont nous rejoindre. L'agenda de la classe capitaliste est chargé. Soyons à la hauteur de leur promesse d'écrasement.

Vive la révolution !

Les camarades du S



Communiqué du S

17 juin 2023

Salut tout le monde,

Je m'appelle Serge et j'ai été gravement blessé, comme beaucoup d'autres, à la manifestation contre la méga-bassine de Sainte-Soline du 25 mars 2023. J'ai été atteint à la tête par une grenade, probablement tirée en tendu par un gendarme équipé d'un lanceur de grenade cougar. J'ai subi un grave traumatisme crânien qui m'a mis en situation d'urgence absolue, situation aggravée par le blocage de ma prise en charge par les secours durant la manifestation. Après un mois de coma artificiel et six semaines en réanimation, j'ai été transféré dans un service de neurochirurgie, puis en centre de rééducation. À l'heure actuelle, je ressens d'énormes progrès dans ma faculté à bouger, manger et tout simplement échanger et réfléchir. Le chemin va être extrêmement long mais je suis déterminé à tout donner, à me battre pour récupérer ce qui me constituait, tant physiquement que mentalement. Je le fais évidemment pour moi, mais aussi parce que je pense que refuser d'abdiquer, refuser d'être écrasé par la machine répressive est une nécessité politique, à l'heure où les États font le pari de la terreur et de notre passivité.



Je tiens d'abord à remercier celles et ceux qui, dans ce champ de mines, m'ont porté, tenu la main, protégé, promulgué les premiers soins (ralentissement de l'hémorragie, massage cardiaque, intubation etc.) et m'ont tout simplement permis de rester en vie.

Je tiens également

à remercier les soignants qui, à chaque stade, ont pris soin de moi et m'aident encore aujourd'hui à reconquérir mon corps et ma tête. Je ne peux que vous faire part du bien fou que j'ai ressenti à ma sortie du coma devant la solidarité massive qui s'est exprimée : assemblées, textes, tags, dons, musiques, actions et messages divers de camarades de par le monde. L'écho de vos voix et des rugissements de la rue nous a aidé, mes proches et moi, à ne rien lâcher. Pour tout cela, je vous dis à toutes et tous un grand merci. Vous avez été énormes.

Tout ceci nous rappelle qu'il est primordial qu'aucun tabassage, qu'aucune mise en geôle, qu'aucune mutilation, qu'aucun meurtre ne soit passé sous silence par les forces de l'ordre social capitaliste. Ils mutilent et

assassinent tellement souvent que cela n'a rien d'accidentel, c'est dans leur fonction. Beaucoup trop d'histoires dans le monde nous rappellent qu'il n'y a pas plus vrai que la formule « ACAB ». Tous les flics sont bien des bâtards. Ils sont et resteront les larbins de la bourgeoisie dont ils protègent les intérêts et assurent, jusqu'à maintenant, la pérennité.

La classe capitaliste a comme seule perspective la dégradation de nos conditions de vie à une large échelle et tous les prolétaires d'ici et d'ailleurs en font actuellement l'amère expérience. Face aux luttes que nous menons pour contrecarrer ce funeste destin, ils ont clairement fait le choix d'augmenter drastiquement la répression, autant par des nouvelles lois répressives que par le fait de donner carte blanche aux forces de l'ordre, comme à Sainte-Soline. Nous devons en prendre acte, et porter collectivement l'idée qu'il est hors de question de participer à une lutte sans des protections efficaces et des capacités de résistance. Nous ne sommes pas des martyrs.

Néanmoins, notre force n'a pas grand-chose à voir avec une histoire de champ de bataille. Notre force, c'est notre nombre, notre place dans la société et le monde meilleur auquel nous aspirons. Contre les quelques organisations de dirigeants et de bureaucrates qui souhaiteraient nous ramener à la maison une fois leur place au soleil acquise sur notre dos, il nous faut mille façons de nous organiser à la base par et pour des solidarités concrètes, à destination des camarades du mouvement mais aussi, et peut-être surtout, à toutes celles et ceux qui rejoindront les élans révolutionnaires futurs.

Force aux camarades actuellement dans le viseur des États !

Vive la Révolution !

A vite dans les luttes.

Le S



Textes

d'autres camarades

NON.

42

TOUT EST NORMAL

43

SOLDATS

44



NON

La répression est partout. On subit tous, avec des intensités variées, ce qui est défendu régulièrement par ceux qui sont contents de ce système comme sa violence « légitime » voire « nécessaire ». Qu'il s'agisse de nous forcer au taf, à la normalité, de prévenir toute déviance et toute révolte par la menace très démocratique de la force et de l'enfermement, cette politique de prévention s'arme parfois davantage, quand il s'agit de réprimer directement ce qui la conteste. Alors la « violence légitime » chauffée à blanc se lâche sur les corps jamais assez armés ni préparés des manifestants, à coup d'armes non létales qui tuent pourtant, et alors le « maintien de l'ordre » ressemble à la guerre.

C'est ce qui s'est passé avant-hier à Sainte Soline : des blessés par centaines, du sang partout, des plaies impossible à soigner avec les moyens du bord. Pulsions vengeresses des FDO face à l'impuissance ressentie en ville ces derniers soirs ? Sadisme collectif inhérent au port de l'uniforme ? L'ordre est même donné de ne pas permettre au SAMU de prendre en charge les blessés, qui attendront pour certains des heures en urgence vitale.

Le bilan est terrible, un camarade blessé en pleine tête par une grenade explosive ne sort pas du coma, un autre est aussi en urgence vitale parce qu'il a reçu une grenade dans la jugulaire, plusieurs autres sont dans un état inquiétant et les blessés graves, mutilés, défigurés se comptent par dizaines. C'est sidérant, et on est renvoyé à une impuissance face à la faiblesse des corps aux prises avec la volonté de l'Etat d'en finir avec cette contestation, que quelques fonctionnaires obéissants ont comprises comme une volonté d'en finir avec nos camarades, nos compagnons, nos proches, nos amis.

Mais quoi qu'il advienne des blessés aujourd'hui entre la vie et la mort, c'est la vie de la révolte qu'il nous revient d'amplifier. Le temps du soin, de la peine, du deuil, le temps de mesurer les blessures se mêle à celui de l'offensive nécessaire : on ne laissera pas faire, on ne se laissera pas bercer par les discours dégueulasses qui commencent à exposer et à salir l'intimité de nos proches encore dans le coma, par les menaces d'enquêtes, par les effets d'annonce supposés terroriser le téléspectateurs à coup de « 200 fichés S s'étaient donnés rendez-vous à Sainte Soline ». Nos fichés S ne sont que le signe que la bureaucratie démocrate a décidé de nous tenir dans son viseur, les « vrais gens » auxquels ces rodomontades s'adressent se sentent-ils prêts à appuyer sur la gâchette ? Existence-ils mêmes, ceux qu'on suppose assoiffés de sang par procuration ? Et

Solidarité avec S., tous les blessés et tous les bad kids de ce monde

si c'était ton fils, ta sœur, ton amoureuse... on a envie de reprendre une litanie qui sert justement d'habitude à justifier la répression. Nous sommes les fichés S sur lesquels on a tiré à Sainte Soline, nous sommes des compagnons, des fils, des filles, des sœurs, des amoureuses, et chacun à notre manière, sans commandement centralisé et sans uniformes, nous nous efforçons de sortir de l'impuissance dans laquelle cette « violence légitime » cherche à nous maintenir, quitte à nous tirer dessus.

Depuis une dizaine de jours, au moment de l'annonce du passage en force de la réforme des retraites par le 49.3, le mouvement social a prit une ampleur différentes. Des rassemblements sauvages ont lieu presque tous les soirs dans plusieurs ville dans toutes la France et déambulent en érigeant des barricades, en enflammant des poubelles qui jonchent les rues grâce à la grève intense des éboueurs, des voitures et tout ce qui peut illuminer les soirs de ce nouveau printemps. Face à cette colère qui monte en puissance la police tente comme à chaque fois de réprimer et d'étouffer la révolte faute de l'avoir tuée dans l'œuf. Tous les soirs les commissariats se remplissent, les keufs interpellent en masse. Des peines de prisons ferme ont été prononcées, des détentions préventives ont été réquisitionnés. Continuons à faire grève, à bloquer, à déborder et à épuiser les flics tous les soirs, partout, qu'ils ne sachent pas où donner de la matraque, qu'ils ne sachent plus qui arrêter. Leurs forces sont limitées et, contrairement à ce qu'ils veulent nous faire croire, ils ne peuvent pas tous nous empêcher de lutter.

Ne nous laissons pas faire, plusieurs camarades sont à l'hôpital, certains gravement blessés (200 blessés ont été comptés), deux camarades sont entre la vie et la mort. L'heure est grave, il est urgent d'intensifier les pratiques, de répondre, comme nous pouvons le faire, ensemble, dans la rue en solidarité avec les camarades et compagnons qui ont subi directement la « violence légitime » de l'Etat. L'histoire de la lutte ne doit se finir ni dans les commissariats et les prisons, ni à l'hôpital. Il nous est insupportable d'imaginer qu'encore une fois nous pleurons les mutilés, les morts, et les incarcérés de retour au travail, à l'école, à pôle emploi. On pense aussi à Boris, ce compagnon gravement mutilé par la prison il y a deux ans. Pour tous ceux qui tombent et pour nous, qui n'en pouvons plus de vivre dans ce monde autoritaire et capitaliste, intensifions les luttes et pleurons cette fois nos compagnons sur les ruines du vieux monde.

Vive la Revolution

Quelques camarades et compagnons de Paris.

Samedi 25 mars 2023, à Sainte-Soline, pour défendre leurs solutions industrielles optimisant la production capitaliste dans un monde où l'eau commence à manquer, l'État a tenté d'assassiner.

Normal

Lorsque des milliers de personnes se retrouvent pour exprimer un refus offensif d'une bassine, d'une réforme, d'un état de fait qui opprime, les flics les attendent et canardent.

Normal

Les personnes visées auraient pu l'être pour avoir défendu une hypothétique retraite, parce qu'elles n'ont pas souhaité s'arrêter lors d'un contrôle routier ou parce qu'elles ont osé défier la propriété privée.

Normal

La répression déploie ses armes, de la construction d'un ennemi intérieur à la tentative de meurtre, de la mutilation à la prison. Elle fait peur pour nous empêcher d'agir.

Normal

Le pouvoir médical et ses laquais serviles acceptent sans broncher les ordres des autorités, n'allant pas secourir à temps les blessé-es, ou les livrant aux flics lorsqu'elles sont soigné-es à l'hôpital.

Normal

Les politiques, les journalistes, les charognes dont le sale travail est de parler à la place des autres appellent à être raisonnables, à s'en tenir à des marches inoffensives, à s'en remettre à la justice et à faire des compromis avec le pouvoir.

Normal

L'État use de sa violence légitime pour mater quiconque ne désire pas participer à ce meilleur des mondes démocrate, lui qui exploite jusqu'à plus soif les humains comme la terre, qui détruit l'ensemble du vivant et qui se pose en médiateur entre les individus et les conséquences de leur actes.

Normal

Parce que personne ne sera libre tant que perdureront l'État, le capitalisme et les rapports autoritaires qui les nourrissent.

Attaquons sans attendre cette *normalité* insupportable.

Soyons partout, et surtout là où ils ne nous attendent pas.
Exprimons notre colère pour Sainte-Soline, les blessé-es, les enfermés-es.

Une seule solution :

La révolution sociale !



SOLIDARITE AVEC S.
DE TERS CONTRE L'ETAT

JUSTICE

SOLDATS

NOS ARMES SONT ENTRE NOS MAINS ET DES LORS ELLES NOUS APPARTIENNENT

Cet appel est rédigé par quelques uns des milliards de soldats qui peuplent ce monde, et il est dirigé contre des chefs, petits et grands, dictatoriaux ou démocrates, militaires ou civils, syndicaux, bureaucrates, partidaires réels et imaginaires. Il est rédigé depuis la France, pendant le mouvement qui se développe depuis maintenant plusieurs mois contre le gouvernement et ses institutions, et dans le but de son intensification, de son élargissement et de son dépassement révolutionnaire. Il est rédigé pendant la guerre en Ukraine, qui oppose certes un état à un autre, mais qui oppose surtout matériellement d'autres soldats, qui se tuent à tour de bras au profit du système qui les envoie se faire tuer à tour de bras. Il est rédigé pendant, où après, ou avant, d'innombrables soulèvements à travers le monde, en Iran, au Kazakhstan, ailleurs, dans l'optique de les voir se répéter, se faire écho, se rejoindre.

Toute notre vie est celle de soldats. Depuis notre plus tendre enfance, nous est inculquée l'obéissance fondamentale et le respect de la direction. Nous est inculqué que nous devons, avec les armes qui sont entre nos mains, servir les intérêts de ceux qui nous les fournissent. Nous est inculqué qu'il est plus efficace, pour le bien commun, de se soumettre à la main qui nourrit. Et ainsi, en faisant de nécessité vertu, nous nous soumettons au travail, nous nous soumettons à la guerre, et même lorsque nous nous mettons en branle contre l'état de fait social, nous nous soumettons aux directives des autorités du mouvement. Nous sommes la chair à canon sans laquelle les affrontements n'existent plus, et tout les jours certains meurent

à ce titre, envoyés comme des pions sur un échiquier s'écraser contre les murailles adverses dans l'espoir qu'elle cèdent, et c'est au nom de cet espoir que nous devrions continuer à suivre les directives, continuer à nous sacrifier.

Ces chefs sont les mêmes qui, une fois leur victoire obtenue, auront tout loisir de nous fusiller, de nous mettre au service de leur nouvel ordre, de nous remployer à l'endroit qu'ils jugeront utile pour la production de leurs richesses, qui permettront de financer leur prochaine guerre. L'histoire nous l'a montré maintes et maintes fois, que ce soit de la part des gouvernements réactionnaires ou progressistes ou des directions révolutionnaires, et ce que nous devons comprendre c'est que ce système monstrueux suit pourtant une logique bien humaine : en nous subordonnant pendant la bataille, nous mettons le pouvoir dans leurs mains une fois qu'elle est remportée.

Ceci n'est pas un appel à la désertion mais à la mutinerie. Si la première est une question de survie dans bien des cas, pour échapper à l'injonction à se battre pour nos chefs, mourir ou disparaître, elle n'en est pas moins une position de faiblesse que nous devons trouver les moyens de quitter, ce qui ne se fera pas sans intervention. Se battre pour nos chefs ou mourir signifie en réalité mourir pour nos chefs ou mourir. Il existe un autre chemin, celui du combat pour l'autonomie, de se battre contre nos chefs, pour ce qu'ils sont. Terminés les prétextes, terminés les compromis dans les discours et les pratiques, terminées les alliances objectives. Vous nous dirigiez et nous allons vous combattre, et c'est avec et par vous que tombera ce monde de pouvoir et d'autorité.

Ceci n'est pas un appel à la désertion
mais à la mutinerie

Se battre contre les chefs est la condition à ce que nous puissions aller plus loin que l'Histoire n'a jamais été,
ce n'est plus une question de possibilité mais de nécessité.

POUR NOTRE AUTONOMIE POUR LA REVOLUTION



APRES, ON VERBA...

Textes

d'analyse après Ste-Soline

Crapules & Assassins 46

Comment la boue devient claire 47

**Lutter et/ou se faire manipuler
au nom d'une lutte ?** 50

**Soulèvements de la terre versus État,
même combat !** 51

**Contre le phagocytage des luttes
par les Soulèvements de la Terre**

**Réponse au texte « À celles et ceux
qui ont marché à Sainte-Soline »** 54

Crapules & Assassins

dans la prairie, 25 mars 23

Les assassins assassinent. Souvent, ça rate. Et les gueules cassées sont innombrables aujourd'hui et hier. Mais ça ne rate pas toujours. Parfois, les assassins assassinent. Toustes les blessé.e.s, les torturé.e.s et les assassiné.e.s sont à venger. Et on se vengera.

On ne dira évidemment rien contre les personnes qui décident de s'affronter aux assassins avec des moyens qu'elles choisissent elles-mêmes. Mais on dira des personnes qui programment un assaut en n'y étant pas physiquement elles-mêmes en première ligne, qu'elles sont des crapules.



Le programme était écrit par avance. Par exemple sur la page média d'un mouvement qui appelait au rendez-vous du 25 mars 2023 : « impacter concrètement les projets de bassines et leur construction. » Communication crapuleuse. Là, il n'y a rien à saboter, pas même un engin de chantier. Seul, un trou vide, fermé par des grilles. Et pour couper une canalisation, faut-il rassembler quelques milliers de personnes à la même heure au même endroit ? D'ailleurs, la novlangue dit : « désarmer une canalisation ».

(S'il s'agissait d'un bavardage sans conséquence dans la réalité, on trouverait ça marrant.) Les conditions favorables à un sabotage sans dommage pour qui l'entreprend sont évidemment inverses. Lorsque ni les flics ni les caméras de tous bords ne débitent à tours de bras, bref lorsque ni les uns ni les autres n'y sont. À l'heure de la lune, choisie en toute discrétion. Donc, programmer un assaut dans la prairie contre les flics pour franchir leur ligne. Et puis ? Planter un drapeau dans le trou vide ? Mettre en déroute les assassins, planter nos tentes, apporter du bois et y construire des cabanes et des palissades ? ... Une fête était également au programme le samedi soir, au retour de l'assaut. Et certain.e.s ont osé un « on fête la victoire ! » et mis du son, mais la fête n'a pas pris.

Lancer un assaut, franchir la ligne, fêter la victoire sont des éléments de langage qui circulent depuis de longues années. Leur fonction est d'agréger les foules, petites ou grandes, sous un commandement militaire fantasmé à défaut d'être toujours exécuté, mais également d'agréger les idées pour les confondre.

Deux exemples parmi d'autres. En juin 2016, un texte appelle à donner au mouvement social contre la loi travail une « consistance organisationnelle » et à « produire sa propre machine de guerre ». Une simple affaire de mots verbeux, sans doute. Mais des mots qui voudraient polariser toutes les idées et les forces vives destructrices présentes. Comme si elles ne pouvaient pas se distinguer les unes des autres et se destiner à des buts autonomes.

En avril 2018 dans le bocage de Notre-Dame-des-Landes, des appelant.e.s à l'assaut contre les flics pour lutter contre l'expulsion des occupant.e.s atteignent un

sommet de duplicité. Car les assauts contre les flics, c'est du chiqué ! Sauf pour celles et ceux qui ne savent pas. Qui ne savent pas que, afin de sortir de la lutte en acceptant de signer des fiches d'occupation avec la préfecture qui les exige des personnes qui veulent vivre là en paix, il faut avoir l'air de lutter encore. Avoir l'air de. Pour celleux-là dupé.e.s : *À l'assaut ! À votre bon coeur, donnez tout ou partie de votre corps ! Pour les appelant.e.s : À nous la terre et le bâti !* Depuis, le silence sur cette crapulerie est de plomb, par exemple dans le magazine culturel de la gauche en ligne. Et pour cause, c'est de ce côté de la gauche vague que les appelant.e.s vont chercher des sous pour abonder un fond de dotation au service de l'achat de la zone.

On peut désormais y envoyer les enfants en camps d'été, payants s'entend, et y commander l'agneau de Noël. Et dans la confusion délibérée des idées, les appelant.e.s auront célébré là une victoire en renonçant à la lutte, en s'appropriant collectivement une zone, et traitent de mauvais perdants celles et ceux qui ne renoncent pas à lutter contre ce monde.

Cette dernière crapulerie n'était donc pas la dernière.

Ces crapuleries se répètent avec plus de facilité lorsqu'elles ne sont pas dévoilées. Pour les garder sous le couvercle, la rage contre les assassins est un bon ciment. L'affaire est alors de construire un front de lutte contre la répression. Et d'appeler à rejoindre ce front de lutte sans discorde. Mais verra-t-on encore des groupes autonomes s'y coller ? Et renoncer à des idées qui leur seraient propres ? Contre les assassins et dans toutes les luttes, ces crapules sont des fausses amies.

Pour détruire tous les bras de la domination, polices, palais de justice, data centers, et pour lutter contre les ravages de ce monde, bien des idées sont lumineuses et nombreux sont les gestes possibles.

Et la tristesse finira.

Comment la boue devient claire

5 avril 2023

Mégabassines, liberté de tuer et fétichisme de la marchandise.

Si l'histoire a parfois les allures d'un borbier, il faut en guetter les clarifications. Qu'est-ce que la théorie, sinon la vérification permanente d'un édifice logique dans l'immédiateté historique ? Ainsi lui devient-il possible de dégager les possibilités de dépassement d'une époque, par-delà la boue épaisse et sombre qui obstrue son horizon.

Les Gilets Jaunes ont été l'une de ces clarifications. Après de si longues années de résignation, ils ont démontré avec fracas qu'une révolte populaire, spontanée et déterminée était encore possible. Sans doute aurait-il été absurde d'en douter, tant l'espérance révolutionnaire est indissociable de la société marchande. Mais au-delà de cette seule possibilité, les Gilets Jaunes ont signifié au pouvoir, comme aux désespérés de l'émancipation, que la fuite en avant néolibérale, rendue nécessaire par les limites auxquelles se heurtent aujourd'hui l'accumulation capitaliste et accélérée si ouvertement en France par Emmanuel Macron, ne se ferait pas sans opposition.

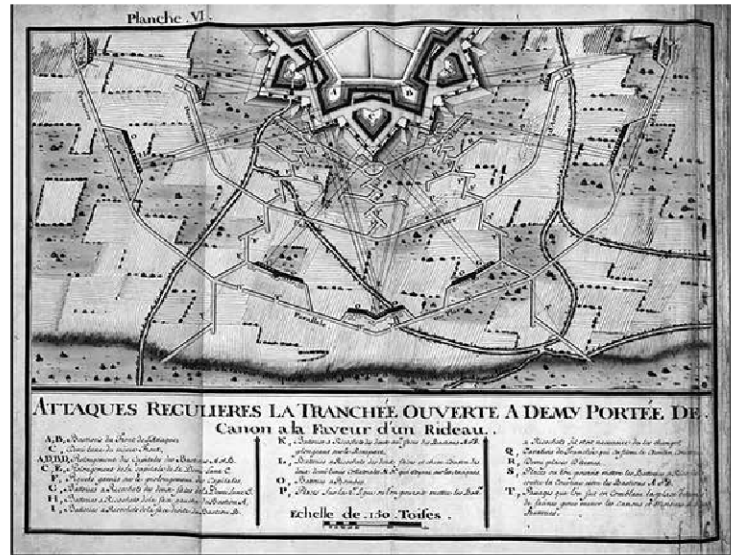
Malgré une répression dont la brutalité ne s'était plus vue depuis Mai 68, malgré les emprisonnements, les mutilations, l'État s'est bien gardé de prendre la responsabilité d'un ou de plusieurs morts parmi les émeutiers fluos. Les gouvernants actuels, qui brillent surtout pour leur connerie spectaculaire et leur inculture historique, semblent bien avoir une vague idée du nombre de révolutions qui se sont élancées au cri de « On a tiré sur le peuple ! ». Si la révolte des Gilets Jaunes a connu des situations qui aurait pu aboutir à une telle montée aux extrêmes – un flic encerclé sortant son arme de service, l'Élysée pratiquement dégarni de chiens de

garde au cours d'une émeute parisienne –, elle n'a pas connu de mort dans une quelconque prise de la Bastille et aucun flic n'a tué pour empêcher la prise du Fouquet's.

Il était donc permis de se demander si l'État bourgeois, confronté à un conflit encore supérieur, assumerait à nouveau de tuer pour remplir sa tâche. Toute observation lucide de l'époque, et par suite toute théorie un tant soit peu conséquente, même depuis quelques années au moins à ce constat : le triomphe incontesté du néolibéralisme est terminé et une nouvelle phase historique s'est ouverte, qui implique sa fuite en avant et son raidissement autoritaire. Ces points de tension extrême vont se multiplier – ils se multiplient déjà. Mais le même État a aussi bâti sa légitimité sur la pacification de la société qui, bien que toute relative, a rendu inacceptable le tir au fusil dans la foule, encore si courant au début du vingtième siècle. Que ferait-il alors au pied du mur ? Autrement dit : face à la réintensification du conflit de classe qu'implique la décomposition de la société marchande, l'État bourgeois serait-il de nouveau prêt à tuer s'il venait à être menacé, alors même qu'il mettrait ainsi en jeu l'un des piliers de sa stabilité ?

La manifestation du 24 mars 2023 à Sainte-Soline vient de donner la réponse : c'est oui.

Le pronostic vital de deux camarades blessés par la gendarmerie, qui a délibérément retardé l'arrivée des secours, a dû être engagé.



En vérité, cette réponse était déjà incluse dans la compréhension de ce qu'est l'État bourgeois. Rien de nouveau : elle n'est pas surprenante. Et pourtant, l'entendre n'a rien de plaisant. On peut être légitimement abasourdi devant le tableau grotesque de dirigeants si aveuglés par la tâche qui est la leur qu'ils y sacrifient tout le reste. Leur horizon est à ce point restreint au présent le plus immédiat qu'ils compromettent leur propre avenir : les réprimés d'aujourd'hui sont les révolutionnaires de demain. C'est l'unique sens de la posture choisie par le gouvernement actuel, composé de gestionnaires de choses incapables de connaître les individus : il ne comprend pas. Pas plus que tous les autres sujets de la société marchande, les dirigeants ne savent ce qu'ils font. Cette perte de contrôle est la condition de l'État dans la décomposition : lorsque même la fuite en avant échoue, il n'y a plus qu'à sauver les meubles.

Certes, l'État ne s'était jamais arrêté de tuer. Dans les cités ou dans le « maintien de l'ordre », il n'a jamais été gêné par quelques meurtres occasionnels pour préserver sa paix publique. Et la mémoire de ces morts résonne encore dans les cortèges. Mais contrairement à ceux de la Commune, du massacre de Fourmies ou de la répression des vigneron du Midi, l'État a pu les présenter comme des accidents ponctuels, de fait considérablement

moins nombreux, des dommages collatéraux, « en marge » d'une stratégie qui n'aurait jamais accepté la possibilité de tuer, puisque ses victimes ne menaçaient pas directement le monde marchand.

La dernière manifestation à Sainte-Soline, à l'inverse, a démontré par les faits que l'État est prêt à repousser tout assaut contre les marchandises au prix potentiel de vies humaines. La forme qu'y a pris la répression n'est pas un accident mais une volonté planifiée, assurée et menée jusqu'à son terme. Voilà son importance historique. La puissance des images qui en sont issues n'est pas seulement symbolique : elles apportent également une clarification éloquente de ce qu'est réellement la société marchande.

Ici, la configuration même de l'affrontement, cet ordre de bataille relevant du siège, avec sa forteresse plantée en rase campagne, ses défenseurs et ses assaillants, a créé l'exemple le plus éclatant de ce principe au cœur de la société marchande, que le vieux Marx avait appelé *fétichisme de la marchandise*.

« Pour trouver une analogie, nous devons nous échapper vers les zones nébuleuses du monde religieux. Dans ce monde-là, les produits du cerveau humain semblent être des figures autonomes, douées d'une vie propre, entretenant des rapports les unes avec les autres et avec les humains. Ainsi en va-t-il dans le monde marchand des produits de la main humaine. J'appelle cela le fétichisme, fétichisme qui adhère aux produits du travail dès lors qu'ils sont produits comme marchandises, et qui, partant, est inséparable de la production marchande. »

Au ciel surplombant le monde matériel, dans lequel les individus plaçaient des divinités qui venaient les piétiner en retour, a succédé



le monde « réellement renversé » des marchandises : si le monde matériel a gagné la primauté sur celui des esprits, la matière s'est gonflée d'esprit, et les formes spécifiques de la production marchande ont élevé leurs produits dans un nouveau ciel d'où ils peuvent encore écraser les individus. Parce qu'elles ne sont pas réellement animées, les marchandises ne dominent pas directement : elles ont besoin d'intermédiaires. La bourgeoisie est à leur service, elle est la classe qui doit répondre dans la réalité sociale à leur besoin de croissance. De là l'État bourgeois, sa police, bras armé de la marchandise, *militia christi* des temps modernes, comme il y a eu des ordres militaires, des moines-soldats, autant d'armées au service d'une idole.

Ainsi les mégabassines peuvent englober des vies. Comme au temps du fétichisme religieux, des choses inanimées continuent d'opprimer des individus vivants. Ce n'est bien sûr pas la bassine en elle-même qui est l'objet d'un culte, mais son rôle dans l'économie, celle de support d'une agriculture intensive dédiée à l'exportation. Et c'est elle qui explique un tel déploiement policier.

Cette disposition si spécifique a fourni des images d'une clarté qu'aucun discours n'aurait pu espérer atteindre : devant, une masse d'individus se battant pour une ressource vitale ; au milieu, une

troupe armée prête à tuer pour leur barrer le passage ; derrière, une grosse levée de terre qui met en jeu beaucoup d'argent.

Parce qu'elles démontrent au profit de quoi il s'exerce, de telles images contribuent à la décomposition de l'illusion du pouvoir. Du simple appareil de répression qu'il était à l'origine, l'État bourgeois s'est transformé au cours de ses deux siècles d'existence, et sous la pression des luttes de classe, en un vaste édifice de législation, de redistribution, en un mot de *compensation* de la misère marchande, qui a permis de la réguler plus efficacement, en réduisant les confrontations directes, armes contre armes. Mais maintenant que ces confrontations se multiplient à nouveau, sous l'effet de la raréfaction des ressources et de leur accaparement, l'État tend à se délester de tout cet édifice de régulation pacifique pour revenir à sa fonction première. Il ne change pas de nature – seule tombe une illusion, qui est pourtant aussi un secours matériel dont dépendent les sociétés économiquement avancées. L'État bourgeois, dans le langage des philosophes, « réalise son concept », lui qui a pu s'en éloigner plus ou moins dans l'histoire, au gré de la lutte des classes, mais qui ne peut évidemment pas s'en détacher. Il n'y a pas de radicalisation de l'État : seulement un retour à ses fondamentaux.

Peut-être y aurait-il quelques leçons de tactique à tirer, face à des gendarmes qui, selon les commentaires admiratifs des médias bourgeois, s'étaient entraînés toute une semaine pour cette opération. Si les cortèges se sont judicieusement placés dans le sens le plus favorable du vent, qui a pu retourner le gaz à l'envoyeur, la présence d'un canon à eau au coin le plus saillant de la bassine, la formation rapide d'une double ligne de défense sur son versant attaqué, ainsi que quelques autres dispositions du même esprit, prouvent une certaine connaissance de l'art désuet de la poliorcétique¹ chez les défenseurs qui, en s'ajoutant à leur apparente liberté de mutiler et de tuer, ne laissait guère de chances aux assaillants d'atteindre leur objectif. Le plus illustre connaisseur de la guerre de siège formulait ce principe : « ne jamais faire à découvert et par la force ce que l'on peut faire par industrie ». Vauban avait ainsi proscrit l'assaut frontal pour lui préférer une approche par le creusement méthodique de tranchées. Si leur utilité aurait été ici limitées par les nombreuses armes à tir courbe à disposition des gendarmes et par le gaz lacrymogène, une ligne de circonvallation² aurait au moins tempéré les ardeurs de la flicaille à quads. Le nombre ne manquait pas pour

la creuser, les pelles si, et peut-être aussi la volonté de retourner un champ de la sorte. L'absence de tracteurs comme engins de rupture,

1 « Art, technique d'assiéger les villes. » (CNTRL)

2 « Ligne de défense matérialisée par une tranchée avec palissades ou parapets, établie par l'assiégeant d'une place pour se protéger contre les attaques extérieures et couper à la place assiégée toute communication. » (CNTRL)

qui auraient pu protéger l'approche d'une colonne, s'est faite sentir autant qu'elle se comprend, tant matériellement que par le risque d'escalade. Bref, il n'y a guère de sens à soulever de telles considérations autrement que collectivement.

La plus immédiate des batailles est celle de ces deux blessés contre la mort, puis, il faut l'espérer, celle de leur convalescence. Se livrera ensuite celle des procès et des réparations, pour ces camarades comme pour tous les autres blessés ou poursuivis, et sans doute faut-il employer tous les leviers pour soutenir la défense juridique, faire condamner les flics, mettre en cause l'État. Si le sort des blessés ne tient probablement plus qu'aux soignants, davantage de personnes peuvent déjà s'engager en ce sens.



Mais il est une chose que chacune et que chacun peut d'ores et déjà faire : c'est prendre acte de ce qui vient d'être si clairement démontré. Pour protéger des marchandises, l'État est encore prêt à tuer. Il faut regarder en face le gouffre dans lequel cet État a choisi de plonger, du haut de la muraille d'une retenue d'eau dans les Deux-Sèvres. Ce gouffre n'est autre que celui où s'enfoncé la société marchande en

décomposition, qui nous y emporte toutes et tous avec elle.

Bien sûr, il ne faut rien épargner en colère à nos ennemis et en compassion à nos amis. Mais épargnons-nous au moins la stupeur. La haine nous ancre dans la réalité et l'espoir nous projette par-delà elle : elles sont les conditions de la révolte. La stupeur paralyse. Restons toujours aussi déterminés face à de telles formes de répression, mais n'en soyons plus surpris. Si elles doivent continuer à être exposées comme ce qu'elles sont – inacceptables dans un monde à l'endroit – afin qu'aucune force d'habitude ne fasse accepter la barbarie qui se profile, les enfants de la crise savent au fond d'eux que la décomposition de la société marchande les verra se généraliser à nouveau. Ils savent ainsi devoir s'y préparer.

Le camp révolutionnaire aujourd'hui en gestation, qui existe en France à l'état potentiel mais encore sans projet explicite ni organisation, ne peut présager de son avenir dans les troubles actuels. Mais l'État ne pourra encore moins prévoir les conséquences de son choix d'assumer de tuer – ou, pire, d'avoir effectivement causé les premiers morts de la première guerre de l'eau.

Lutter et/ou se faire manipuler au nom d'une lutte ?

Soulèvements de la terre versus État, même combat !

7 avril 2023

Cette brochure évoque les pratiques autoritaires et techniques de manipulation des Soulèvements de la terre en faisant un petit détour par Notre Dame des Landes où des agissements de même nature ont ruiné cette lutte, les Soulèvements de la terre comportant des personnes issues de NDDL. Par manque de place, nous n'avons reproduit ici que la présentation de la brochure écrite par les auteurs mais la lecture de la brochure complète est vivement conseillée. [N.D.E]



Nous venons de boucler cette brochure suite aux derniers évènements de Sainte-Soline. Nous y évoquons les pratiques autoritaires des Soulèvements de la terre dont des membres chef-fes autoproclamés ne sont autres que des personnes qui ont retourné magistralement leur veste à Notre Dame des Landes en négociant avec l'État pour obtenir des terres.



Nous y évoquons leur cynisme, leurs techniques de séduction, leurs babil-lages politico-politiciens, leur volonté d'emprise et de récupération de luttes, et leurs incontournables techniques de manipulations de masse, des pratiques usuellement employées par des gouvernements et autres structures dirigistes.

Bienvenu-es dans la zadosphère... autoritaire... et dangereuse pour toutes ceux qui en ignorent les ressorts.

PS : on parle aussi d'idées de lutte et des réflexions sur les dynamiques de pouvoir de manière générale dans la brochure



Contre le phagocytage des luttes par les Soulèvements de la Terre

Avril 2023

[Phagocyter v. tr. : absorber et détruire]

L'objectif de ce texte est de mettre en garde contre les pratiques, les objectifs, et la ligne politique des Soulèvements de la Terre. Il s'appuie sur une connaissance directe des luttes à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes jusqu'en 2018, où les futurs leaders des Soulèvements s'étaient illustrés, et sur plusieurs témoignages récents de personnes s'étant rendues à des événements organisés par eux. Il n'a pas pour but de décourager quiconque de se rendre à ces événements, mais vise à partager certaines inquiétudes et certaines méfiances, en particulier d'un point de vue anti-autoritaire.



Les chefs des Soulèvements de la Terre (« Benoît Feuillu » ou « Basile Dutertre » par exemple) sont donc ceux-là même qui, à la ZAD, sont parvenus à transformer et à contrôler la lutte à leur profit, avec des méthodes souvent brutales voire violentes. À la tête d'un groupe nommé CMDO, ils se sont peu à peu présentés comme les représentants du mouvement d'occupation dans son ensemble, tout en refusant de participer aux réunions et assemblées de lutte. Ils ont promu l'« unité » avec les organisations réformistes au nom d'un pragmatisme politique qu'ils appelaient « stratégie ». Après l'annulation officielle du projet d'aéroport, en janvier 2018 – le succès d'une lutte de plusieurs décennies – ils ont proclamé la « victoire » et, en fin de compte, organisé la liquidation de la ZAD comme mouvement. Ils ont accepté de négocier avec l'État, non pas en leur nom propre mais au nom de tous, ce qui leur a

permis d'obtenir pour eux-mêmes des maisons et des terres légalement, avec même une clause où ils s'engageaient à dénoncer aux services de l'État toute occupation illégale et à ne pas s'opposer à leur expulsion. Les récalcitrants ont été intimidés, menacés et violentés. Sur toute cette séquence, et la lutte qui l'a précédée, nous vous conseillons la lecture de l'excellent texte *Réflexions à propos de la ZAD, une autre histoire* (référence en fin de texte).

Depuis deux ans, les Soulèvements de la Terre font beaucoup parler d'eux, a fortiori depuis la manifestation de Sainte-Soline du mois de mars 2023, où quelques 30 000 personnes ont subi un épouvantable déchaînement de violences policières. Désormais, les SDT ne mènent pas – pour le moment du moins – une lutte d'occupation, mais organisent au contraire des événements un peu partout, plus ou moins en accord avec des groupes préexistants. Le rôle des SDT semble dès lors se résumer en grande partie à **diriger et coordonner** des luttes, en adoubant des groupes locaux, en définissant des stratégies, en maîtrisant la communication.

La transition entre le CMDO et les SDT (via l'organisation « NDDL – poursuivre ensemble ») peut être illustrée par la tentative de prise de contrôle de la lutte contre un parc industriel au Carnet, à quelques dizaines de kilomètres de Notre-Dame-des-Landes, en 2020-2021. Les chefs du CMDO, forts de l'assise de leur « victoire », ont cherché par tous les moyens à faire passer cette lutte pour une « extension » de celle de la ZAD, en revendiquant les actions, en tentant d'en décider seuls les modalités, systématiquement spectaculaires, et en imposant leurs objectifs. Comme les personnes en lutte au Carnet refusaient cette confiscation, ils ont bientôt décidé, sans les consulter, de tenir des

« réunions pour organiser la lutte du Carnet », à Notre-Dame-des-Landes : il ne s'agissait pas de soutenir leur lutte en respectant son autonomie, mais de **l'organiser à leur place**, c'est à dire d'en prendre le contrôle.

Lors des événements ou manifestations des SDT, qu'on ne s'attende pas à des assemblées pour construire une lutte ensemble : tout est décidé d'avance, et on doit se contenter de participer. Des discussions mettraient-elle en péril le contrôle des SDT ? Quoi qu'il en soit, ce contrôle est à peu près intégral, et les témoignages sont unanimes : les SDT n'organisent pas de réunions ouvertes (à part des « briefs » sur internet), ni pendant les événements, ni entre ces événements. Ils se caractérisent donc par une totale **verticalité**. Il nous semble que, si l'on doit participer à une lutte, il est fondamental de pouvoir en discuter tant le fond politique que les modalités, les stratégies, les conséquences.

En outre, les SDT se signalent par une totale **opacité** : au nom, sans doute, de la sécurité nécessaire à l'organisation d'actions « dynamiques », on ne peut être au courant de rien à l'avance, et même pendant le déroulement des actions. Mais cette « sécurité », admissible, ne peut pas être un blanc-seing pour se « servir » des gens. À Sainte-Soline, des « sous-chefs » munis de mégaphones se contentaient globalement de transmettre les ordres aux « troupes » : « en avant », « il faut tenir », « en arrière »...

Au fond, les SDT ne sont pas un « mouvement » : c'est une **organisation**. Certes, ils prétendent le contraire (en affirmant sans rire leur caractère « imaginaire »), mais, qu'ils le veuillent ou non, ils en ont les caractéristiques. À ce sujet, il faut bien reconnaître que nous allons aux manifestations appelées par des organisations « classiques » comme la CGT ou d'autres ; seulement, dans ce cas, on n'est pas trompé sur la marchandise : on sait d'avance qu'on ne pourra discuter ni les modes d'action, ni les objectifs, ni le soubassement politique.

Pourtant, « ça » marche. Une des raisons évidentes du succès des SDT tient au désespoir profond face à la réorganisation permanente du capitalisme, qui se formalise dans cette période en particulier sur les questions des terres et des ressources : enfin, on nous propose une lutte pleine d'enthousiasme, sûre de son succès, face à la dépossession permanente et à la passivité. À ce désespoir s'ajoute la colère, dynamisée par le mouvement social : on pourrait ainsi saluer une volonté de faire converger des luttes et même d'élargir la colère à des motifs dépassant la question des retraites et celle du travail. Mais de cela, il n'est jamais question dans la communication des SDT : sur leur site internet n'apparaissent ainsi *pas une seule fois* les mots « retraites » ou même « capitalisme ». Quel est donc leur ligne politique, à quoi tant de milliers de personnes sont supposées adhérer (sans jamais, rappelons-le, avoir l'occasion d'en discuter) ?

En fait de pensée politique, c'est surtout une pensée **stratégique** que l'on nous sert : « bâtir de larges alliances », « établir des stratégies de résistance efficaces » ; les SDT vont jusqu'à citer fièrement la DGSJ : « mouvement transcendant les appartenances d'origines et les divergences de stratégie », « fédérer le plus grand nombre possible de militants et groupes issus d'horizons idéologiques différents » (*Appel à la saison 5*¹). Ce qui compte, c'est ici le nombre, la masse, qui de toute évidence n'a pas à avoir d'autre point de vue qu'une naïve « défense de la terre ». Surtout, on se garde de définir une ligne politique qui risquerait de nuire aux « **larges alliances** » (voir l'ahurissante liste de signataires de l'appel *Nous sommes les SDT*, de Mélenchon à l'ancien ministre Yves Cochet, en passant par l'infâme Yannick Jadot). Pour en revenir à la ZAD, le CMDO s'était illustré en écrivant sur la route « Les principes en feu, les puristes au

milieu » : les « puristes », c'étaient ceux qui s'entêtaient à proposer autre chose que l'unité à tout prix et avec n'importe qui. En faisant fi des « principes » au nom des alliances avec des partis bourgeois, les SDT s'affirment donc comme un groupe **opportuniste**. Or, l'unité à tout prix renforce les positions des franges les plus réformistes et bourgeoises, sert leurs intérêts, et entrave les possibilités de dépassement dans la lutte.

Le **sensationnalisme** est un élément central : les « saisons » se décomposent en « actes », c'est-à-dire des actions ponctuelles, coordonnées et décidées par les chefs des SDT. Qu'une lutte locale soit érigée en « acte » officiel d'une « saison » (c'est-à-dire que les SDT appellent à s'y rendre, selon *leurs* modalités et *leurs* plans) semble constituer l'ambition suprême : « Les comités locaux peuvent donner du soutien à ces luttes, même quand il n'est pas encore l'heure de les inscrire dans les actes nationaux des Soulèvements de la Terre. » (*Des dizaines de comités locaux fleurissent dans toute la France*) : patience, ça viendra, nous vous adouberons lorsque nous le jugerons nécessaire. À leur caractère vertical et autoritaire s'ajoute donc une nette tendance au paternalisme.

Mais, au fond, de quoi s'agit-il, politiquement ? On ne sait pas. L'accent est mis sur l'aspect « écologiste » des luttes, sans détail (afin, sans doute, de ratisser large) : « lutter contre le béton, contre les mégabassines, contre ceux qui empoisonnent le vivant » (*Des dizaines de comités...*) ; « la défense de la terre et de l'eau comme bien commun face à l'accaparement par le complexe agro-industriel et face au bétonnage par la méga-machine métropolitaine » (*Appel à la saison 5*). Quand on a vu, hélas, à Notre-Dame-des-Landes, quel était le rapport des chefs des SDT aux « biens communs », il y a de quoi s'inquiéter.

Nulle part on ne trouve défini plus précisément le substrat politique de ces luttes ; la phraséologie creuse permet d'agglomérer des tendances diverses (de la Fédération anarchiste

aux Verts). Pourquoi s'opposer aux mégabassines ? Pour « défendre l'eau » - mais qu'est-ce que ça veut dire ? C'est en vain que l'on cherche une analyse politique un tant soit peu approfondie sur la question, qui dépasserait « l'accaparement par le complexe agro-industriel » (quels enjeux ? pour quel profit ? au détriment de qui ?) en expliquant concrètement les processus à l'œuvre et la logique de s'y opposer. Quant au gloubi-boulga de la « méga-machine métropolitaine », chacun devra soi-même en établir une définition. En fait, on oppose des idées **vagues** à des concepts **abstraites**, quand ce qu'il faudrait faire, c'est, avec honnêteté, transparence, et une indispensable pointe d'humilité, produire une analyse matérielle des enjeux.

Mais pour faire cela, il faudrait se mouiller un peu², mettre en question les rapports capitalistes ou la propriété - ce que les SDT ne font jamais ; on comprend très bien que, s'ils le faisaient, les Verts ou autres organisations profondément bourgeoises seraient évidemment plus réticentes à apporter leur soutien. En outre, quand on sait le rapport pour le moins ambigu des chefs des SDT à la propriété foncière et à l'agriculture, on comprend qu'ils ne souhaitent pas trop préciser ce que serait, pour eux comme pour les masses qu'ils aspirent à commander, la « victoire ».

2 Mais la bassine était vide...



1 Toutes les citations sont issues du site internet des Soulèvements de la Terre.

La phraséologie des SDT est littéralement **militaire**. Sans cesse on nous appelle à la « bataille » ; sans cesse on nous promet la « victoire ». « La victoire est à portée de main » (*Appel à la saison 5*) ; c'est à tout prix qu'il faut l'obtenir. Ainsi, sur leur site internet, le week-end du 25 mars est-il sans honte décrit comme « joyeux » (*La base arrière fait un recap*) ; les masses sont félicitées pour leur « créativité » et leur « audace » face aux forces répressives (*30 000 personnes manifestent à Sainte-Soline malgré la brutalité policière*). Rappelons que ce week-end « joyeux » a fait au moins 200 blessé.e.s, dont au moins 40 graves ; l'un d'entre eux est toujours dans le coma, trois semaines plus tard.

De même, à la ZAD, la « victoire » s'était traduite par l'obtention de quelques lopins de terre, mais aussi par l'expulsion de dizaines d'habitant.e.s, et par la fin du mouvement de lutte en tant que tel : à présent, la ZAD est une zone d'agriculture et d'artisanat légal, conventionnel, et intégré au marché. Pourtant, cette fin de lutte a été célébrée comme une « victoire », et elle continue de l'être. À Sainte-Soline comme à Notre-Dame-des-Landes, la « victoire » fait peu de cas de ceux et celles qui doivent être sacrifié.e.s pour l'obtenir.

Si, affirme-t-on après le carnage de Sainte-Soline, « la priorité doit être à [la] prise en charge [des blessé.e.s] » (*30 000 personnes manifestent à Sainte-Soline malgré la brutalité policière*), ça n'empêche pas de tenir le soir-même une obscène « fête de la victoire », en dépit des centaines de blessé.e.s, avec « spectacles tous publics » et « concerts ». Cette « victoire » consiste-t-elle à être parvenus à « excav[er] et désarm[er] une pompe et une canalisation » ? On n'ose le croire : qui pourrait parler d'un succès même stratégique (sans parler de « victoire ») pour un tel bilan ? Non, de toute évidence, la « victoire » célébrée, c'est celle d'avoir réussi à fédérer des milliers de personnes, de sentir sa propre force, celle d'être capable de les faire

venir et de les jeter dans la « bataille » (*Appel à la saison 5*), sans que les décisions des chefs ne soit interrogées ; mieux, la « victoire » va permettre d'élargir encore le « mouvement », par addition de milliers de « personnalités mondiales » (tant pis pour ceux et celles qui ne sont que des « personnalités » non-mondiales, ou pas des personnalités du tout). Les SDT se rêvent en **généraux** d'une guerre un peu obscène ; à ce titre, ils ne détaillent ni leurs objectifs, ni leurs stratégies, ni leur soubassement politique.



En tant qu'anti-autoritaires, nous voulons poser des questions et discuter, mais pas nous soumettre à des décisions prises ailleurs et par d'autres. Nous voulons lutter, y compris contre la dépossession des terres, des ressources, contre l'emprise du capital sur les moindres secteurs de nos vies, contre la brutalité de l'État. Mais il s'agit de savoir avec qui lutter ; pourquoi lutter ; selon quelles modalités lutter. Pour nous, la fin ne justifie pas les moyens. Nous préférons ne pas avoir le « soutien » de Yannick Jadot si cela nous permet de tenir des assemblées de lutte horizontales où nous pouvons discuter de nos objectifs politiques et des moyens d'y parvenir. Nous jugeons plus fondamental de construire une lutte ensemble, y compris dans la difficulté, y

compris en faisant des erreurs, plutôt que de contribuer passivement à la « victoire » d'une organisation. Et nous jugeons que les Soulèvements de la Terre sont une organisation, verticale, opaque et autoritaire.

L'enthousiasme, répétons-le, est très compréhensible : la proposition des SDT est séduisante, riche de promesses, pleine de force, elle laisse entrevoir des possibilités de débordement de l'existence capitaliste ; dans une période terrible où les mouvements sociaux sont combattus sans retenue et où nous assistons impuissants à la destruction de la planète par la bourgeoisie, une telle proposition paraît être une réponse au désespoir – surtout quand on nous garantit la « victoire ».

Ce texte n'a pas vocation à décourager à se rendre aux opérations des SDT, mais engage, si l'on s'y rend, à le faire au moins avec une certaine méfiance, en observant continuellement les mécanismes à l'œuvre, en cherchant à interroger les enjeux, voire à mettre en question le fonctionnement décidé par les SDT. Qu'on sache qu'on a affaire à des stratèges, autoritaires et opportunistes ; sachant cela, peut-être est-il possible de ne pas leur abandonner les luttes, et de forcer les Soulèvements de la Terre à l'horizontalité, à la discussion, à l'honnêteté politique, à la décence et à la solidarité.

Deux zozo.e.s d'Ariège, avril 2023

Références :

Un témoignage de la manifestation de Sainte-Soline d'octobre 2022 : Jouer à la guerre, jouer au pion.

Texte des occupants du Carnet : Quand NDDL se prend pour le petit père des luttes, entre récupération et autoritarisme.

Réflexions à propos de la ZAD, une autre histoire. Un regard en arrière un an après les expulsions.

Prise de parole des « soutiens de l'extérieur » à « l'assemblée des usages » de la ZAD.

Réponse au texte « À celles et ceux qui ont marché à Sainte-Soline »

J'aimerais quand même ouvrir un débat ou au moins une vraie discussion sur les stratégies qui sont mises en place contre des forces paramilitaires, ou voire carrément militaires, comme ça a été le cas à Sainte-Soline ou sur des expulsions de ZAD. Parce que ce texte me donne un peu le même goût que ceux écrits par les habitant.e.s de NDDL proches du CMDO après les expulsions de 2018 (voir par exemple la partie II de ce texte¹) et c'est un goût plutôt amer.

Au milieu de pas mal de prose qui donne beaucoup d'espoir² et qui parle de toutes les choses chouettes de cette lutte (et c'est sûr qu'il y eu des choses chouettes à Sainte-Soline le 25 mars, là est pas la question), on comprend qu'un des véritables motifs du texte **À celles et ceux qui ont marché à Sainte-Soline** c'est de parler de l'impasse quand on fait face aux moyens démesurés

1 « *Considérations sur la victoire (et ses conséquences) depuis la zad de Notre-Dame-des-Landes* »

2 C'est bien de se donner de la force et de l'espoir, c'est pas ça que je critique là.



des gendarmes et de comment on pourrait dépasser ça. Le texte des habitant.e.s de NDDL cité ci-dessus faisait un constat clair : pas possible d'agir face à autant de keufs et autant de grenades. Iels le savaient depuis le début et c'est ça qui a motivé les négociations avec l'État. Mon but ici, c'est pas de relancer un débat super vieux sur la trahison que ça a pu être à NDDL de négociier etc... quoi que j'en pense. Mais de me concentrer sur ce problème qui est visibilisé : l'impossibilité de gagner en affrontant les forces de la gendarmerie.

En fait, c'est bien beau de dire qu'on est impuissant quand l'État met autant de moyen et qu'il faut se réinventer dans nos luttes. Mais à chaque fois, les textes de ce genre s'arrêtent là dans leur analyse, alors qu'il y aurait tellement de choses à dire. Et c'est ça que je veux vraiment mettre en question. Quand on lit votre texte, on a vite tendance à se dire : ah mais quand même c'était stylé et c'est pas de la faute des organisateur.ices s'il y avait autant de keufs. Alors oui ça c'est clairement vrai, c'est de la faute de personne à part du pouvoir étatique et il s'agit pas de se diviser face à l'État. Je tiens à le préciser, même si c'est une énorme évidence pour moi, jamais je vous reproche ce qui s'est passé, le déchaînement de violence, les pluies de grenades, les blessés graves et tout le reste. Et j'espère sincèrement que les auteur.ices d'autres textes qui vous critiquent ne vous le reprochent pas non

plus. Face à l'État et à sa violence, pas de dissociation possible et que crèvent la police, la justice et la prison.



Non, si je vous reproche quelque chose, c'est d'avoir l'air d'être surpris.es face à autant de violence et de s'arrêter sur un vague commentaire comme quoi la prochaine fois, il faudra se réinventer. Je veux pas juger de votre bonne ou mauvaise foi, peut-être que réellement vous avez été surpris.es par les moyens déployés, mais même si c'est le cas, c'est grave de pas avoir pris la mesure du carnage qui pouvait avoir lieu. C'est pas comme si c'était la première fois ! Même si là, je reconnais que votre travail de comparaison avec d'autres mouvements de contestation est intéressant et révélateur, quand vous parlez des 5000 grenades tirées en deux heures vs 11000 grenades en une semaine à NDDL en 2018. Oui clairement ça s'est intensifié. Mais en fait si ça avait été la même mesure que pendant les expuls de NDDL, ça aurait été moins grave ?

Toutes les personnes qui avaient déjà participé à des luttes sur des ZAD ou autres occupations s'attendaient à un carnage le 25 mars. En tout cas, tout mon entourage s'y attendait et même si mon entourage est loin d'être représentatif des gen.te.s qui sont venues le 25 mars, je crois vraiment qu'on était plein à se dire que ça puait. Pour autant, vu la diversité des participant.e.s, c'est aussi complètement sûr que plein d'autres personnes moins habituées à ce genre de confrontation n'imaginaient même pas que c'était possible de faire face à autant de



moyens répressifs, n'en déplaie à l'auteur.ice de ce texte³. Et oui je pense moi aussi que c'est grave de pas avoir sérieusement communiquer sur la possibilité d'un carnage.

Mais surtout, votre texte donne l'impression que vous vous dédouanez à moitié de pas avoir assez communiqué là-dessus. Pour ça, vous répétez que face à autant de moyens il n'y avait rien à faire. Que du coup ça vous excuse parce que là, c'était vraiment trop. Rien à faire donc face à ça, à part se reposer sur un espèce de mythe qui existe dans le milieu autonome (auquel j'appartiens) et qui revient tout le temps. Genre si on arrivait à se réinventer, on pourrait faire face à l'État et sa police !

Là pour le coup, ça me met en colère, parce que vous êtes pas clair.e.s, comme tous les textes qui abordent ce sujet. Ça veut dire quoi en fait réinventer nos tactiques ? Vous parlez de quoi ?? Tant qu'on dit pas clairement ce qu'on pense, on fait juste croire que y a un rapport de force à tenir et à chaque fois, y a des personnes qui vont se faire bousiller par les keufs, en gardant des traumatismes pas possible après.

Après je veux être claire aussi. Je cherche pas à pacifier la lutte et je dis pas qu'il faut pas affronter les flics et les gendarmes. Mais je pense qu'il y a des moments où c'est pertinent, genre quand on les prend par surprise et qu'on déborde leur dispositif. Ou quand ça fait des diversions et qu'on peut faire d'autres bails à côté. Ou quand on a tellement

de colère et qu'on se fait tellement marcher dessus qu'on est juste incapable de se retenir et de les caillasser. Ou encore quand la répression elle est quotidienne, qu'on se fait contrôler en sortant de chez soi et que notre rapport avec la police est conflictuel parce que ça nous est de toute façon imposé. Mais pas quand on organise consciemment une manif en sachant à l'avance que ça va être une boucherie et en en prenant pas la mesure. Et d'ailleurs je reste poli.e parce que j'aimerais vraiment que ça lance des discussions sur ces fameuses tactiques à réinventer, mais vous appelez la manif « la bataille de Sainte-Soline » et ça me fait grincer des dents. Soit vous faites référence à l'État qui utilise le mot bataille pour parler des émeutes dans les quartiers et c'est de la réappropriation toute pourrie, soit vous cherchez à véhiculer un espèce de message guerrier comme si les gen.te.s s'étaient préparé.e.s à faire un combat armé face aux flics. Dans les deux cas, c'est pas terrible.

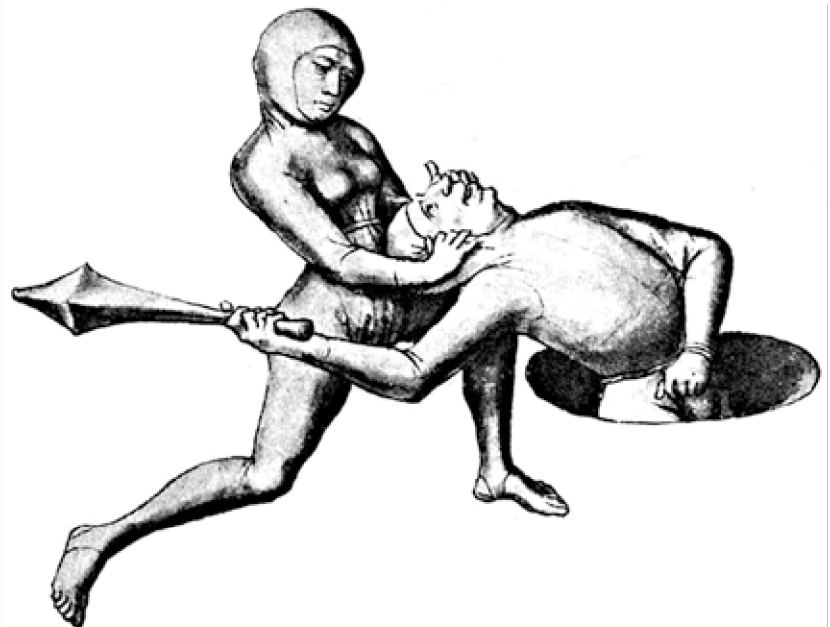
Comme j'aimerais bien que ça ouvre des discussions sur comment on fait face à autant de répression policière, je vais dire vite fait ce que je pense. Du coup là ça devient plus perso. Moi, à chaque fois que j'ai été dans des émeutes organisées aussi violentes, où on avait clairement les moyens de blesser les keufs pour de vrai, j'ai toujours eu le même sentiment après coup. Un espèce de goût de déception en mode « oui bah on leur a fait mal, mais en fait on s'est fait marcher dessus, plein de copain.e.s se sont fait.e.s mutilé.e.s ou ont fini en taule. Et puis là en vrai on était en PLS face aux GM⁴ et au PSIG⁵, mais quand ce sera le RAID⁶ en face, il se passe quoi ? » Encore une fois, je parle pas d'autres émeutes plus spontanées où on agit par la colère ou parce qu'on a plus le choix. Là dessus y a rien à dire.

Du coup ça me donne l'impression qu'on a un peu trois choix. On peut décider nous même de se mettre à leur niveau d'intensité. De se fournir des armes létales et de faire pour de vrai des batailles. Je le dis là, parce que c'est une possibilité, mais c'est pas du tout un truc que j'envisage, genre absolument pas réaliste.

4 Gendarmerie Mobile

5 Peloton de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie

6 Recherche, assistance, intervention, dissuasion



3 « Quand les postures bassinent, ou pourquoi tout n'est pas binaire »



On peut aussi décider d'utiliser des tactiques plus proches de la guérilla. Pour le coup, c'est vraiment le seul truc que je trouve possible dans des mouvements d'occupation. Courir dans les champs, en se camouflant et en utilisant des explosifs, des pièges, avec des personnes qui font des attaques ciblées sur certains groupes de keufs avec nos moyens habituels (cocktails, mortiers...). Aussi, je trouve que ça laisse beaucoup plus d'espace à des défenses moins virilistes. Parce qu'on a pas le côté guerrier de défendre une barricade avec un seul choix : caillasser les keufs, avec toujours les même commentaires de merde à propos des personnes qui caillassent pas. Y a beaucoup plus de possibilité pour une pluralité des tactiques parce que y a plusieurs façons complémentaires d'empêcher les flics d'agir. Je dis ça parce que je pense que c'est possible face à l'état actuel du maintien de l'ordre. Les GM sont clairement pas préparés pour des groupes très mobiles et cachés qui les attaquent par surprise. Mais à nouveau, avant que ce soient des forces spéciales, bah faudra trouver d'autres solutions et en s'y étant préparé en amont.

Mais tout ça pour moi, ça s'organise avec des personnes à qui on fait confiance, sur la durée et pour défendre un lieu, donc je le laisse un peu de côté quand on parle des manif organisées contre les bassines.

Le dernier choix que je vois, c'est d'éviter la confrontation directe avec les keufs, quand ils sont aussi bien préparés. Et quand je dis éviter les flics, ça veut pas dire rien faire, mais ça veut dire passer à des moyens clandestins. Sabotage de nuit par exemple. Vous en parlez vous même en disant que sur les seize bassines, y en a treize qui ont été sabotées !! Du coup, clairement ça a été la stratégie la plus efficace dans la lutte contre les bassines. Alors pourquoi vous continuez de diffuser le spectacle de l'émeute comme un truc inévitable ?

Pour finir, j'ai l'impression qu'on continue de faire des grandes mobilisations qui sont toute fabriquées pour tourner à l'affrontement parce que sinon c'est trop frustrant pour plein de personnes. Parce que toutes ceux qui sont prêt.e.s à se mettre en danger mais qui sont pas dans les bails de sabotage iels font quoi du coup ? Mais si on est honnête sur la pluralité des tactiques, faire des manif pour inclure d'autres personnes, ça peut se faire sans tout mettre en œuvre pour créer la giga-baston, avec des participant.e.s qui finissent à l'hôpital ou en prison. Et en plus c'est vraiment pas inclusif, c'est validiste, très majoritairement blanc et ça tient pas compte de ceux qui viennent (ou justement qui viennent pas) et qui risquent la prison parce qu'iels sont déjà marginalisé.e.s par la société. Et même si ça fait qu'on peut moins péter la gueule aux flics sur le moment, bah c'est comme ça, il y a d'autres occasions de leur péter la gueule (tant mieux, la vérité crève la police). Et c'est ça que je pense qu'il faut dépasser et réinventer : arrêter de rendre inévitable des affrontements quand ils ont aucun sens.

